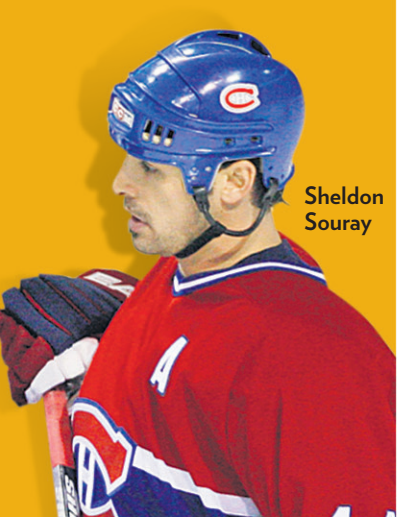
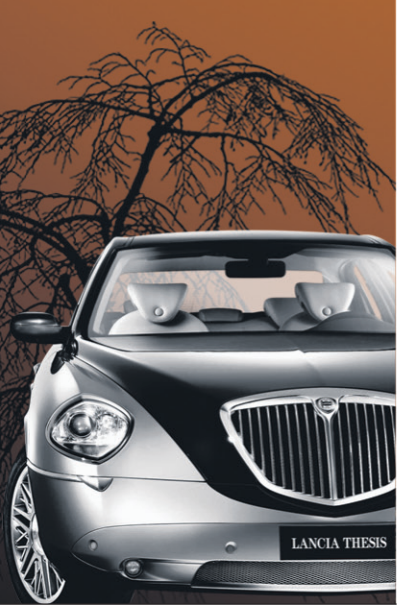




HOCKEY
L'ARME FATALE DE
SHELDON SOURAY :
SON PUISSANT
LANCER FRAPPÉ
SPORTS PAGE 1



**CES VOITURES
QUI FONT PEUR**
L'AUTO PAGE 19



Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
Le Canada veut explorer Mars.
Puisqu'on ne respecte pas Kyoto, c'est
bien de prévoir un endroit où aller.
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ACTUEL 8
Astrologie du jour	ACTUEL 5
Bandes dessinées	ACTUEL 8
Décès	ACTUEL 6
Forum	A 20 et 21
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	A 6
Monde	A 16 et 17
Petites annonces	ACTUEL 4 et AFFAIRES 4

Météo

Généralement
ensoleillé,
maximum 6,
minimum 0,
plus de détails
en page
SPORTS 8



BOISCLAIR REFUSE DE SUIVRE SES MILITANTS

Pas question d'inclure la nationalisation de l'éolien dans le programme électoral du parti, proclame-t-il

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le chef du Parti québécois, André Boisclair, a pris de front ses militants hier. Pas question pour lui de « nationaliser »

l'énergie éolienne, a-t-il prévenu, au terme d'un conseil national où cette proposition avait pourtant reçu l'aval de la majorité des délégués. « J'en assume la responsabilité »,

a soutenu M. Boisclair en point de presse, après avoir indiqué que son parti n'allait pas proposer l'étatisation de ce secteur aux prochaines élections. Il passait ainsi à la trappe la résolution qui venait tout juste

d'être entérinée en plénière prévoyant qu'Hydro-Québec « prendra charge du développement éolien via la nationalisation ».

➤ Voir **BOISCLAIR** en page A18

Un judicieux saupoudrage à l'ADISQ



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Le 28^e gala de l'ADISQ, présenté hier soir au Théâtre Saint-Denis, a donné lieu à un véritable et judicieux saupoudrage de prix. Ariane Moffatt (notre photo), Pierre Lapointe, Malajube et Karkwa ont remporté chacun trois prix. Simple Plan, qui fait carrière en anglais partout sur la planète, en a remporté deux. La soirée a été lancée par un enlevant numéro collectif qui s'est terminé sur une chorégraphie loufoque mettant en vedette Ariane Moffatt, Pierre Lapointe, Marie-Jo Thério et le maître de cérémonie de la soirée, Louis-José Houde. Nos informations dans le cahier Arts et Spectacles, pages 1 à 4.

JEUNE FEMME GRIÈVEMENT BRÛLÉE

Des loubards incendient un bus à Marseille



MARC THIBODEAU

PARIS

Une étudiante de 26 ans a été grièvement brûlée dans la nuit de samedi à hier à Marseille lors d'une nouvelle attaque contre un autobus.

La jeune femme d'origine sénégalaise a été brûlée sur 70 % du corps et se trouvait hier entre la vie et la mort, ont précisé les autorités hospitalières de cette ville du sud du pays, largement épargnée l'année

dernière par les émeutes qui s'étaient déclenchées à pareille date dans les banlieues des grandes villes. Le procureur responsable du dossier, Jacques Beaume, a indiqué à la télévision qu'un groupe d'adolescents avait tenté une première fois d'attaquer l'autobus.

➤ Voir **MARSEILLE** en page A19

BRÉSIL

Lula triomphe et promet d'aider les pauvres

AGENCE FRANCE-PRESSE

BRASILIA — Le président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, a été réélu triomphalement hier au second tour de l'élection présidentielle avec plus de 60 % des voix.

Sur plus de 99 % des votes dépouillés, Lula a obtenu 60,8 % des voix contre 39,2 % à son rival social-démocrate, Geraldo Alckmin.

Dans son discours de remerciement aux électeurs, dans un hôtel de São Paulo, Lula a indiqué qu'il continuerait « de gouverner pour tous mais que les pauvres auront la préférence » dans son prochain gouvernement.

« Le Brésil connaît un moment magique de consolidation de la démocratie », a dit Lula, qui a souligné que sa victoire était « celle de la sagesse du peuple brésilien, qui a senti que sa vie s'était améliorée. Et contre cela, il n'y a pas de rival », a-t-il expliqué.

Revêtant un t-shirt où l'on pouvait lire « La victoire est celle du Brésil », Lula a aussi indiqué qu'il mènerait une « politique budgétaire dure ».

Selon lui, la solution des problèmes du Brésil « réside dans la croissance de l'économie et de la distribution des revenus ».

Son adversaire, Geraldo Alckmin, lui a téléphoné moins d'une heure et demie après la fermeture du scrutin pour reconnaître sa défaite.

➤ Voir **LULA** en page A19

LE PARADIS À BON PRIX

GoTravelDirect.com 514.849.3344

PRIME « RÉSERVEZ TÔT »
ÉPARGNEZ
JUSQU'À **600 \$** PAR COUPLE
FAITES VITE ! L'OFFRE PREND FIN LE 31 OCT !
IL NE RESTE QU'UN JOUR

VARADERO CUBA HOTEL TUXPAN 799\$ 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LES 1 ET 8 DEC.	PUNTA CANA RÉP DOM CLUB GRAND PARADISE 999\$ 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LES 2 ET 9 DEC.	PUERTO PLATA RÉP DOM BLUE BAY GETAWAY 999\$ 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LES 9 ET 16 DEC.	CANCUN MEXIQUE SOLYMAR BEACH RESORT 1299\$ 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LE 31 DEC.	MAYAN RIVIERA MEXIQUE GRAND COCO BAY 1699\$ 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS LE 24 DEC.
--	--	--	---	--

Prix disponibles en ligne seulement à www.gotraveldirect.com. Contribution au fonds d'indemnisation de 3,50 \$ par tranche de mille dollars en supplément.
Départs de Montréal. Les prix sont par personne, basés sur une occupation double. Forfaits tout-compris incluent vols, l'hôtel, repas, boissons et transferts. Toutes les taxes et frais sont inclus. Les prix peuvent changer en fonction de la disponibilité. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 2 novembre, 2006. Pour plus de détails visitez www.gotraveldirect.com. Vols sur les ailes de Zoom Airlines. Go Travel Direct est titulaire d'un permis du Québec.

THANATOLOGUE GAGNER SA VIE AVEC LA MORT

L'INDUSTRIE FUNÉRAIRE EST EN PLEIN CHANGEMENT AU QUÉBEC. LES FILLES REPRÉSENTENT 80 % DES FUTURS EMBAUMEURS. DES « CLUB PRICE » FUNÉRAIRES OFFRENT DES SERVICES À BAS PRIX. PENDANT CE TEMPS, LA CORPORATION DES THANATOLOGUES VEUT REVALORISER LE RITUEL FUNÉRAIRE ET CERTIFIER SES ENTREPRISES MEMBRES. LA PRESSE A RENCONTRÉ DES GENS QUI GAGNENT LEUR VIE AVEC LA MORT.



PHOTO FOURNIE PAR OMER LANDREVILLE ET FILS
Un enterrement organisé dans la région de Joliette par la résidence funéraire Omer Landreville et Fils.

DES NORMES



ÉMILIE CÔTÉ

« Service de crémation directe : sans embaumement, sans cercueil, sans être exposé. »

Les publicités de services funéraires à bas prix se multiplient dans les Pages jaunes. Des entreprises offrent des « forfaits économiques » et des « promotions ». Le pionnier dans ce créneau est Patrick Fortin, propriétaire du Complexe funéraire Fortin. Le thanatologue et homme

d'affaires le dit lui-même : « Nous sommes le Club Price des maisons funéraires. »

« Contrairement à d'autres, on ne joue pas avec les sentiments des gens pour leur vendre des choses », dit-il.

Ses quatre établissements – bientôt cinq – rapportent un chiffre d'affaires annuel de 1,4 million de dollars. M. Fortin parle d'un *success story*. Mais il sait que sa promesse du meilleur prix est mal vue par certains de ses collègues.

Richard Hébert, président de la Corporation des thanatologues du Québec, fait partie de ceux-là. La Corporation – dont n'est pas membre le Complexe funéraire Fortin – veut plutôt revaloriser le rituel funéraire. « L'économie du

deuil est un symptôme de notre société rapide. Nous ne pouvons pas escamoter la souffrance », dit son président.

En septembre dernier, la Corporation des thanatologues a tenu son 50^e congrès annuel. La Corporation voulait annoncer un projet en conférence de presse. Mais, une heure avant, une fusillade a éclaté au collège Dawson. Heureusement, s'il y a des gens qui savent que les drames mortels peuvent arriver à tout moment, ce sont bien les thanatologues !

La Corporation voulait annoncer son projet de certification et d'encadrement du rituel funéraire. « Nous voulons que nos membres aient une reconnaissance professionnelle au Bureau de

De plus en plus de filles

ÉMILIE CÔTÉ

Les thanatologues sont plus que des embaumeurs : ils sont à la fois psychologues, chimistes, biologistes, gestionnaires et esthéticiens. Le domaine n'est plus réservé essentiellement aux hommes. Aujourd'hui, 80 % des étudiants inscrits au programme de techniques de thanatologie sont des filles.

Quelqu'un qui veut devenir embaumeur – pratiquer la thanatopraxie – doit absolument passer par le cégep Rosemont. C'est le seul établissement collégial du Québec qui offre le programme de thanatologie.

« C'est un programme extrêmement difficile, insiste le directeur, David Émond. Environ 30 % des étudiants échouent au moins à un cours. » Que ce soit un cours de chimie, de droit, d'anatomie, de microbiologie, de restauration physique, d'administration, de psychologie.

Le travail en laboratoire n'est qu'une partie des tâches du thanatologue. Il accueille et conseille la famille et organise les rites funéraires, comme il peut transporter les dépouilles et assurer la comptabilité de son entreprise. « Tu peux aussi laver des vitres et tondre le gazon, signale à la blague David Émond. Dans les grandes entreprises, ta tâche est précise. Dans les petites, seulement de 15 à 20 % du temps est passé en laboratoire. »

Aujourd'hui, 80 % des étudiants inscrits en Technique de thanatologie sont des filles. Essentiellement pour des raisons de réussite scolaire. Mais une fois sorties du cégep, elles doivent faire leur place. « C'est un milieu extrêmement

misogyne, indique David Émond. Mais ça va changer. Les gens vont se rendre compte que les femmes ont beaucoup d'empathie. »

Les adultes représentent le tiers des nouveaux étudiants. Les autres sortent du secondaire ou proviennent d'autres programmes. Le programme de thanatologie est très contingenté.

Il y a deux semaines, nous avons rencontré deux étudiantes et un étudiant. Ils ne sont pas gothiques ni fascinés par le morbide. Ils sont comme le commun des... mortels.

Marie-Josée Gagnon a 35 ans. Il y a deux ans, elle pensait à réorienter sa carrière quand son beau-père est décédé. Elle a organisé ses funérailles. « Il était exposé, j'étais devant lui, puis... j'ai su que j'avais trouvé ma voie ! raconte-t-elle. C'était presque mystique. »

De son côté, Cynthia Lépine est une ancienne coiffeuse. « Sur une période de 10 ans, il y a eu de nombreux décès dans ma famille, raconte-t-elle. Des gens de 50 à 98 ans. » Tranquillement, elle s'est intéressée au métier de thanatologue au point de choisir de coiffer les morts plutôt que les vivants.

Originaire de Val-d'Or, Éric Pomerleau a également fait un virage professionnel à 180 degrés. Il était soudeur chez Bombardier quand le croque-mort en lui est sorti du placard... « Ça faisait longtemps que je voulais faire ça, mais je ne me sentais pas assez mature. Je suis un grand sensible et quelqu'un d'empathique. On me dit souvent que je suis à l'écoute des autres. »

Éric et Cynthia travaillent déjà dans des entreprises funéraires. Oubliez le 9 à 5. Il faut parfois travailler sans arrêt pendant 15

heures, la veille d'un examen. Il ne peut avoir aucun décès pendant une semaine, comme il peut y en avoir une quinzaine.

Avoir le cœur solide

Dès le premier trimestre, les étudiants ont des cours d'observation, histoire de voir s'ils ont le cœur est assez solide. Par exemple, dans le réfrigérateur de leur laboratoire, il y a en ce moment le corps d'une victime d'asphyxie par pendaison.

Le directeur du programme en a vu de toutes les couleurs. David Émond a déjà embaumé une femme qui s'était jetée devant le métro. Ou encore un homme qui avait été retrouvé dans les bois, trois semaines après sa mort. « Il était en état de putréfaction avancée. On se relayait tellement ça puait. » Et il a embaumé un collègue. « Une façon de lui rendre hommage », dit-il.

Richard Hébert, président de la Corporation des thanatologues du Québec, avait à peine terminé ses études quand il est tombé sur le cas le plus éprouvant de sa carrière. « C'était en 1976, une mère avait noyé ses trois enfants. Un témoin de Jéhovah lui avait dit qu'il restait 6000 places au ciel. »

CHANGEMENT DE PROGRAMME

Le programme de techniques de thanatologie changera l'automne prochain. « On accordera plus d'importance à la planification des funérailles et à l'interaction avec les clientèles multiethniques, explique le directeur, David Émond. Même s'il y a peu de bouddhistes à Val-d'Or ! »

ULYSSE NARDIN

DEPUIS 1846

LE LOCLE - SUISSE

MAXI MARINE

CHRONOMÈTRE

REF. 266-66

Disponible exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283

WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

34052404

3401148

THANATOLOGUE

GAGNER SA VIE AVEC LA MORT



Omer Landreville a fondé son salon funéraire en 1949. L'entreprise est aujourd'hui entre les mains de son fils et des ses petits-fils.

PHOTO FOURNIE PAR OMER LANDREVILLE ET FILS

POUR LES FUNÉRAILLES

de normalisation du Québec. Nous pourrions garantir aux gens des standards de qualité, explique M. Hébert. Nous avons déjà présenté un avant-projet à tous nos membres. Nous sommes en consultations.»

Le thanatologue de Dolbeau-Mistassini se souvient d'un directeur funéraire qui avait refusé l'entrée de l'église à une femme qui lui devait 1200\$. «Avant, il y avait des monopoles en région et cela menait à des abus», ajoute David Émond, directeur du programme de thanatologie au cégep de Rosemont.

Les gens n'ont pas de «garantie» quand ils confient un défunt à une maison funéraire. Tout est une question de confiance et de réputation. D'où le fait que la Corporation des thanatologues travaille à mettre

sur pied son propre «ISO». Selon M. Hébert, un sceau de qualité rassurerait les clients. «Disons que votre auto est brisée dans une ville que vous ne connaissez pas. Vous

teur (l'embaumeur) a besoin d'un diplôme scolaire et d'un permis d'embaumeur du ministère de la Santé pour pratiquer. «Un ancien vendeur de voitures peut rencon-

Un marché lucratif

En moyenne, des services funéraires complets coûtent 5000\$. Mais cela peut facilement dépasser les 15000\$. L'industrie funéraire représente un marché annuel de 200 millions de dollars, indique le professeur Jean-Jacques Lavoie, du Centre d'études sur la mort et le deuil de l'UQAM

À l'heure actuelle, plus de la moitié des défunts québécois sont incinérés. En 1998, le taux de crémation était de 53 % au Québec, comparativement à 42 % au Canada et à 24 % aux États-Unis. Des corps sont incinérés directement ou après avoir été exposés. Des urnes sont enterrées, d'autres reposent dans un mausolée, alors que certaines

ramassent la poussière sur le lin-teau d'une cheminée...

La vie collective et communautaire entoure de moins en moins la mort, déplore Jean-Jacques Lavoie. «Nous assistons à une privatisation des rites. Quand une urne sert d'appuie-livres dans une bibliothèque, où est le lieu de mémoire où la famille peut se regrouper?»

«Nous avons perdu la notion de traces et de mémoire collective, poursuit-il. La sphère marchande a remplacé la sphère symbolique.» Selon M. Lavoie, les entreprises qui offrent des «forfaits économiques» proposent des «McFunérailles».

«Les gens choisissent un menu, comme au buffet chinois.»

« Quand une urne sert d'appuie-livres dans une bibliothèque, où est le lieu de mémoire où la famille peut se regrouper ? »

voyez deux garages, Joe Graisseux et un autre qui est certifié CAA Québec. Où allez-vous?»

Si le client n'est pas satisfait d'un service funéraire, il peut se plaindre à l'Office de la protection du consommateur. Mais il a peu de recours. Seul le thanatoprac-

ter et conseiller les familles», signale David Émond.

Et, fait étonnant, seulement un inspecteur veille à la qualité des laboratoires de toute la province. Or, il y a plus de 300 entreprises funéraires au Québec, et environ 56000 décès chaque année...



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Une vocation familiale. Pierre-Luc Landreville, son frère Benoît et leur père, Luc, continuent le travail que leur grand-père avait commencé en 1949.

Croque-morts de père en fils

ÉMILIE CÔTÉ

Il y a les Urgel Bourgie et les Alfred Dallaire, mais il y a encore de petites entreprises funéraires familiales, à l'image de Fisher & Sons dans *Six Feet Under*. Comme Omer Landreville et Fils, à Joliette. Quand Pierre-Luc Landreville embaume un corps dans son laboratoire, une fenêtre lui permet de surveiller ses enfants qui se baignent dans la piscine.

Son frère Benoît habite à l'étage. Leur père, Luc Landreville, habite le haut de la maison voisine, dont le rez-de-chaussée sert aussi de salon funéraire. La maison de Pierre-Luc est juste derrière.

«Il ne nous dérangera pas», lance ce dernier, pince-sans-rire, en invitant le photographe et la journaliste à prendre place pour l'entrevue. En effet, l'homme de 85

ans qui se trouve à l'autre bout de la pièce ne dira pas un mot. Il est couché dans un cercueil, reposant pour l'éternité.

Pierre-Luc Landreville ne pensait pas prendre la relève de l'entreprise familiale. Durant plusieurs étés, il a planté des arbres dans l'Ouest canadien.

« À 16 ans, je faisais de l'ambulance. Le corbillard était convertible. Des gens louaient aussi l'auto pour des mariages ou des baptêmes. »

Quant à son frère Benoît, il était dans les Forces armées canadiennes, à Halifax, quand son père lui a annoncé qu'il avait acheté les parts de son associé. Le samedi suivant, Benoît était chargé de funérailles pendant

que son père s'élançait sur un terrain de golf.

Omer Landreville a fondé son salon funéraire en 1949. «À 16 ans, je faisais de l'ambulance, raconte son fils Luc. Le corbillard était convertible. Des gens louaient aussi l'auto pour des mariages ou des baptêmes.» À l'époque, tout le

monde savait qu'Omer Landreville était «rouge» et que son concurrent était «bleu».

En 1969, Luc Landreville prend la relève. Il achète la maison voisine. S'il y a deux expositions, c'est plus intime pour chaque famille.

«Et on évite les vols de manteaux de vision», blague-t-il.

Aujourd'hui, il donne un coup de main à ses fils. «Pendant des années, on m'a demandé: Ton père est là? Aujourd'hui, c'est: Tes fils sont là?» Généralement, Benoît rencontre les familles alors que Pierre-Luc – diplômé du cégep de Rosemont – embaume les corps. «Je m'endors à l'église parce que je connais les sermons par cœur», dit le fils d'une famille de farceurs. Rien à voir avec l'image sérieuse qu'on peut se faire des croque-morts...

Pierre-Luc Landreville affirme que son métier n'est pas *glamour*. Pourtant, il a une tonne d'histoires à raconter. Deux ados qui tenaient à ce que leur mère soit exposée avec un t-shirt d'Iron Maiden. Une

famille propriétaire d'une compagnie de transport qui s'est rendue au cimetière en autobus, avec un défunt dans la soute à bagages.

D'autres histoires font réfléchir plus qu'elles ne font sourire. Des gens qui arrivent en crise à 1h du matin. Une dame qui, sur le prie-Dieu, lance: «Moi, en tout cas, je vais m'ennuyer de toi.» Des funérailles où il y a plus de porteurs que de gens dans l'église. Aller chercher le corps d'un homme qui s'est enlevé la vie, le jour de l'An. Ou d'une dame heurtée par une auto le 24 décembre.

La mort est le quotidien des Landreville. Dans son album de fin d'études, Benoît est couché dans un cercueil. Quand l'enseignante du fils de Pierre-Luc demande à ses élèves de dessiner le métier de leurs parents, le petit dessine son père en sarrau jaune, debout à côté d'une table, avec du sang sur les mains.

«Mes enfants me voient revenir avec une civière et une housse. Ils me demandent: "C'est un mort, papa?"»

POLITIQUE

Raymond Gravel quitte ses paroissiens

ARIANE LACOURSIÈRE

Le curé Raymond Gravel a remis ses habits de prêtre, hier. Après avoir célébré une dernière messe, il a officiellement été nommé candidat du Bloc québécois à l'élection partielle du 27 novembre dans la circonscription de Repentigny.

À son entrée au centre communautaire de Charlemagne, hier après-midi, M. Gravel avait les traits tirés. De son propre aveu, la dernière semaine a été éprouvante. « Les événements se sont bousculés et les décisions aussi. J'ai dû quitter des personnes que j'aime, ce qui n'est pas facile », a-t-il dit.

Malgré toutes ces émotions, M. Gravel a rapidement retrouvé sa fougue quand est venu le temps de s'adresser aux quelque 150 partisans réunis. « Je veux continuer de promouvoir la justice et l'équité, deux valeurs qui font partie des principes maîtres du Bloc québécois », a-t-il dit.

Sur place, le chef du Bloc, Gilles Duceppe, est convaincu que « Raymond Gravel apportera une force de plus au parti ». Il a aussi affirmé ne pas craindre la présence d'un religieux dans les

rangs de son parti. « Les politiciens ont le droit d'avoir des croyances religieuses. »

Malgré cet appui, M. Gravel reste craintif. « Je n'ai jamais fait de politique. Je ne connais pas les rouages. J'ai plusieurs inquiétudes. J'ai tout à apprendre. Mais le tout devrait se placer avec le temps. » La mère de M. Gravel, venue l'encourager, semble elle aussi sceptique devant la nouvelle vocation de son fils. Fera-t-il un bon politicien ? « Je ne pense pas ! » a lancé Réjeanne Gravel en riant. Elle a toutefois assuré que, peu importe ce qui arrive, elle appuiera son fils à 100 %.

Même s'il ne maîtrise pas encore le métier de politicien, M. Gravel a bon espoir de remporter l'élection dans Repentigny. Les statistiques laissent croire que ses chances sont assez bonnes. La circonscription est aux mains des bloquistes depuis 1993. Elle a subitement été laissée vacante quand le député Benoît Sauvageau est mort dans un accident d'automobile, le 28 août dernier.

Les parents du défunt étaient d'ailleurs présents, hier, pour appuyer la candidature de

M. Gravel. Ce dernier n'a pas manqué de faire allusion à M. Sauvageau : « Benoît était un bon député. On ne peut pas remplacer Benoît. On peut simplement le continuer. Mon but est de lui arriver à la cheville. »

Les autres candidats

Le Parti conservateur a aussi présenté son candidat, hier. L'avocat Stéphane Bourgon, natif de Repentigny, tentera de mettre fin à la domination du Bloc. C'est la deuxième fois qu'il tente sa chance en politique. Il avait été débouté dans la circonscription de Vaudreuil-Soulange en janvier dernier.

« Repentigny est dans l'opposition depuis trop longtemps. Elle mérite mieux qu'un député qui ne peut rien faire à Ottawa, a déclaré M. Bourgon. On s'attend à ce que la campagne soit dure. Mais je pense avoir de très bonnes chances de l'emporter ici. »

En plus de M. Bourgon et de M. Gravel, un seul autre candidat a officiellement annoncé qu'il serait dans la course. Il s'agit de Réjean Bellemare, du NPD. Le candidat du Parti libéral n'a pas encore été choisi.



PHOTO ROBERT SKINNER. LA PRESSE © Le chef du Bloc québécois serre la main du nouveau candidat à l'élection partielle dans Repentigny, le curé Raymond Gravel.

Une expérience télé qui pourrait bien vous emballer



La télé numérique ExpressVu^{MC} de Bell

Vous profitez non seulement d'un plus grand choix de programmation haute définition, mais accédez aussi à des services exclusifs de télé interactive, en plus de pouvoir faire des pauses et des reprises de la télé en direct. La télé comme vous ne l'avez jamais vue !

Épargnez
50%

sur tout système ExpressVu¹

Visitez un détaillant ExpressVu près de chez vous.
Bell.ca/tv 1 87 SOUCOUBE



Pas de prison, mais des peines plus sévères pour les mineurs

ARIANE LACOURSIÈRE

Le gouvernement de Stephen Harper « ne veut pas envoyer les adolescents en prison », mais il souhaite « rendre les peines plus sévères pour les jeunes récidivistes ».

C'est ce qu'a expliqué hier à La Presse Mark Kuinlan, attaché de presse du ministre de la Justice. M. Kuinlan a été invité à préciser la position de son gouvernement après qu'une dépêche controversée de la Presse Canadienne eut circulé dans les médias. Dans cet article, on pouvait lire que le Parti conservateur voulait incarcérer les jeunes criminels.

« Le Parti conservateur travaille présentement à la refonte de la Loi sur les jeunes contrevenants. Mais on n'a jamais dit vouloir envoyer les jeunes en prison, a affirmé M. Kuinlan. On veut seulement que les peines des récidivistes soient plus sévères pour convaincre les autres jeunes de ne pas les imiter et pour leur dire que ces gestes ne sont pas acceptables. »

M. Kuinlan a aussi déclaré ne pas comprendre pourquoi la refonte de la Loi sur les jeunes contrevenants crée tant de remous aujourd'hui. « Modifier la justice pénale était inscrit dans notre programme électoral. Il n'y a rien de nouveau », a-t-il affirmé.

Ottawa a enrichi des avocats américains avec le conflit sur le bois d'œuvre

OTTAWA — Le litige sur le bois d'œuvre a porté un dur coup à l'industrie forestière canadienne, mais il a enrichi des avocats américains, révèlent des documents obtenus par la Presse Canadienne grâce à la Loi sur l'accès à l'information.

D'avril 2002 à mars 2006, Ottawa a dépensé pas moins de 40,8 millions de dollars en frais juridiques pour régler le dossier, une somme principalement versée à des cabinets d'avocats américains. Mais cette somme ne représente qu'une partie de la facture. Selon plusieurs sources gouvernementales, lorsqu'on additionne les débours du gouvernement fédéral, des provinces, des compagnies forestières et des lobbys canadiens de l'industrie, les dépenses atteignent plus de 300 millions.

— Presse Canadienne



L'offre prend fin le 28 décembre 2006. Service ExpressVu offert aux clients du service résidentiel, là où l'accès et la visibilité directe le permettent. Peut augmenter pendant la durée de l'engagement. La présentation d'une pièce d'identité avec photo et une préautorisation sur une carte de crédit ou un transfert électronique de fonds (TEF) sont requis pour activer le système. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. 1. Offert avec un nouveau compte, à l'achat de tout système ExpressVu avec un engagement min. de 2 ans à un forfait de programmation d'une valeur mensuelle min. de 42 \$ en français et de 47 \$ en anglais. Appliqué sous forme d'un crédit sur le compte, avant les taxes; sur la première facture du client. ^{MC}SUPER ÉCRAN et le logo SUPER ÉCRAN sont des marques de commerce de Le Groupe de radiodiffusion Astral inc. (Super Écran bientôt en HD.) Les Boys IV © 2006 Christal Films. Tous droits réservés. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, s.e.c. ^{MC} © 2005, COVAN. Utilisée sous licence



YVES BOISVERT

Trudeau l'indépendantiste

En entrevue la semaine dernière, Justin Trudeau a dénoncé l'idée de reconnaître le Québec comme «nation». Une «idée du XIX^e siècle», a-t-il dit. Une idée qui va à l'encontre de tout ce que son père a toujours cru, a-t-il ajouté. Voilà un argument d'autorité sans appel pour un homme qui a décidé de défendre intégralement et sans nuances l'héritage politique et intellectuel de son père.

Je ne sais pas si c'est de son initiative ou si c'est pour répondre à la demande pressante d'une certaine opinion canadienne, qui se cherche désespérément un nouveau Trudeau. Mais toujours est-il que l'aîné de Pierre Elliott a fait ce choix.

Dire que le nationalisme est une vieille idée, cela pouvait avoir quelque prétention à la modernité en 1965, quand Pierre Elliott Trudeau est entré en politique. Quarante et un an plus tard, on a changé de siècle et de millénaire. Se contenter de répéter les idées de son père au nom de la modernité me semble une chose bien contradictoire. N'y a-t-il pas lieu de proposer un semblant de synthèse, disons, pour le XXI^e siècle?

Jusqu'ici, il faut bien le dire, Justin Trudeau a démontré plus

de talent pour la célébrité que pour le développement d'une pensée politique originale. M'est avis que ceux qui voient en lui un prochain leader d'envergure risquent de rester sur leur appétit encore longtemps – même Claude Ryan, après le fameux éloge funèbre de Justin, disait voir poindre une dynastie.

////////////////

Le vrai sujet d'étonnement devrait venir de ceci: Justin Trudeau faisait sa déclaration à CTV à l'occasion de la parution de la plus récente biographie de son père, par l'historien John English⁽¹⁾.

Or, que nous dit ce livre, quelques mois après celui de Max et Monique Nemni⁽²⁾? Loin d'avoir «toujours» renié le nationalisme québécois, Trudeau en a été un ardent partisan. Il a suivi les enseignement de l'abbé Lionel Groulx, avait comme mentor le jésuite nationaliste François Hertel, a participé à des manifestations contre la conscription en 1941-1942, a soutenu le Bloc populaire, dénoncé la Grande-Bretagne et même appelé de ses vœux la création d'une Laurentie indépendante. La preuve est également incontestable que Trudeau a fait partie d'un groupuscule

secret, les Frères chasseurs ou les LX, qui prônait la révolution et l'instauration d'un régime corporatiste autoritaire.

Plus: Trudeau, comme bien des intellectuels catholiques du Québec de l'époque, a été sympathique au régime de Pétain. Il se méfiait du capitalisme, du libéralisme, de la démocratie, système irréformable et corrompu à ses yeux.

En 1942, après que son ami Jean Drapeau, candidat anticonscription, eut été vaincu dans une élection partielle à Outremont, Trudeau attribua amèrement le résultat au vote des «quartiers juifs et anglais» et à la «machine électorale» des libéraux. De l'argent et des votes ethniques, en somme!

On se situe à la fin des années 30 jusqu'au milieu des années 40, c'est-à-dire de la fin de son cours classique à Brébeuf à la fin de son cours de droit à l'Université de Montréal – entre 17 et 25 ans.

////////////////

Il n'y a rien de particulièrement renversant à voir un jeune homme changer d'idées radicalement avec le passage des années.

Ce qui est tout à fait remarquable, par contre, c'est que Trudeau ait réussi à cacher complètement

cette période pourtant fort active de sa jeunesse. D'où une surprise certaine. English, en retraçant les déclarations subséquentes de Trudeau sur ses années de jeunesse, dit que Trudeau a été «au mieux hypocrite».

Certains épisodes étaient connus, comme son discours enflammé de 1942 en faveur de Jean Drapeau. Michel Vastel⁽³⁾ avait fait quelques trouvailles dans les archives du collège Brébeuf.

Mais English et les Nemni ont eu accès aux archives personnelles de Trudeau, que celui-ci avait conservées avec soin et qu'il a accepté de transmettre. Il en ressort un portrait assez différent de ce que Trudeau lui-même voulait véhiculer. Celui qui applaudissait dans son cours d'histoire à la victoire de Wolfe aux plaines d'Abraham a aussi été un indépendantiste «révolutionnaire» pendant quelque temps. C'était en même temps un grand conformiste religieux, qui demandait encore des permissions à l'Église pour lire certains ouvrages à 25 ans, quand il était à Harvard. On découvre aussi que son ambition politique est bien ancrée dès la jeunesse.

Dans leur livre, les Nemni, grands admirateurs du Trudeau libertaire, se montrent estoma-

qués, voire scandalisés devant leur découverte du Trudeau nationaliste aux accents parfois intolérants, parfois même antisémites. English, en historien, a plus de perspective, il dédramatise et replace les faits dans leur contexte.

De toute manière, ces deux ouvrages, malgré leur qualité inégale, ont bénéficié de l'accès à des documents inédits. Ils apportent un éclairage nouveau et très intéressant sur toute une période de la vie de Pierre Trudeau, en même temps que sur le Québec des années 1930-1940.

Ils ne devrait plus être permis, en tout cas, de prétendre que le père de la Charte des droits a «toujours» été opposé au nationalisme québécois.

1. *Trudeau, citoyen du monde*, tome I, Éditions de l'Homme, 2006.

2. *Trudeau, fils du Québec, père du Canada*, tome I, Éditions de l'Homme, 2006.

3. *Trudeau le Québécois*, Éditions de l'Homme, 1989.

COURRIEL
 Pour joindre notre chroniqueur:
 yves.boisvert@lapresse.ca

Une ferveur religieuse gagne la Colline

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le vendredi midi, sur la colline parlementaire d'Ottawa, un petit groupe d'employés du parlement et de citoyens de la ville se réunissent à la chapelle de l'immeuble de l'Est, pour prier et discuter.

En même temps, à la sortie de la Chambre des communes à quelques centaines de mètres, le secrétaire parlementaire du premier ministre, Jason Kenney, répond aux questions des journalistes.

L'invitation à la prière lancée par courriel à tous les parlementaires a beau être faite en son nom, M. Kenney n'y est pas. «Il n'a rien à voir là-dedans, répond son assistante. Il ne vient même pas aux réunions. C'est moi qui les organise et c'est un hasard si son nom figure au haut du courriel.»

D'autres rencontres du même genre ont lieu chaque semaine sur la colline parlementaire et la plupart, il faut le dire, ne datent pas d'hier. Les mercredis matin, le député conservateur David Anderson organise des déjeuners de prière. Certains soirs, des conférenciers discutent de questions religieuses ou d'actualité devant un groupe de parlementaires et leur personnel.

Nouvelles ou non, on pourrait s'attendre à ce que ces activités soulèvent une certaine inquiétude chez les membres d'autres partis – Bloc, PLC ou NPD. Après tout, la ferveur religieuse de Stephen Harper a été montrée du doigt à plusieurs reprises. Dans un récent sondage, plus du tiers des Québécois disaient même trouver inacceptable qu'il termine certains discours par la même formule que son homologue américain, George W. Bush : «God bless Canada.»

Et pourtant, ces petites rencontres de prière sont loin de faire des vagues à Ottawa. «Ils prient... On ne peut quand même pas leur en vouloir!» lance un bloquiste en haussant les épaules.

En fait, plutôt que d'antagoniser la gent politique, cette ferveur avouée du clan Har-

per pourrait même avoir l'effet inverse, croit Joe Comartin, député ontarien du NPD, qui participe lui-même à plusieurs de ces réunions.

Il y a un peu plus d'un an, son parti a créé une commission interne sur la foi et la justice. Le groupe se charge d'analyser des enjeux politiques et sociaux à travers la lorgnette des croyances religieuses de ses membres.

«C'est notre consigne depuis l'arrivée des conservateurs, dit-il. Nous voulons passer le message à nos membres que, s'ils ont une vie spirituelle, ce n'est pas nécessaire d'être

Ces petites rencontres de prière sont loin de faire des vagues à Ottawa. «Ils prient... On ne peut quand même pas leur en vouloir!» lance un bloquiste en haussant les épaules.

à la droite du spectre politique du pays.»

Les néo-démocrates ne sont pas les seuls chez qui la religion prend soudainement un nouveau sens. Le Bloc a annoncé vendredi que son prochain député de Repentigny serait le curé Raymond Gravel. Le prêtre a déjà annoncé que, s'il était élu, sa loyauté irait à l'Église d'abord. Aucun problème, a répondu cette semaine le chef du parti, Gilles Duceppe.

Selon certains, même les libéraux envisageraient de suivre l'exemple de leurs collègues de l'opposition et de former leur propre groupe sur la «foi et la justice». Une rumeur que les principaux intéressés n'ont pas voulu confirmer.

Près de la droite religieuse

Dans un discours prononcé il y a trois ans devant une assemblée partisane, Ste-

phen Harper avait remarqué que les enjeux déterminants en politique étaient passés des considérations économiques aux valeurs sociales. Dès lors, le parti devait se tourner vers les valeurs chères aux différents groupes religieux – famille, sécurité, criminalité – pour prospérer.

«Les enjeux sociaux et conservateurs que nous choisirons de promouvoir ne devront pas être associés à une foi ou à l'autre, avait-il alors précisé. Ils devront plutôt unir tous les conservateurs de toutes les dénominations.»

Si les séances de prière et de recueillement sur la Colline n'indisposent personne, il en est autrement de ce soi-disant désir de proximité avec des groupes religieux.

«On a de bonnes raisons de craindre que les conservateurs soient trop influencés par des groupes religieux pour l'établissement de la politique du pays, en matière de mariage et d'avortement, par exemple», croit Joe Comartin.

Le Parti conservateur a déjà promis de tenir un vote pour rouvrir le débat sur le mariage entre conjoints de même sexe. Tous les observateurs s'entendent pour dire que le vote est perdu d'avance. Cette semaine, une dizaine de membres de la Coalition pour la défense du mariage sont montés sur la colline parlementaire pour faire pression sur les députés de toute allégeance afin qu'ils reconsidèrent leur vote.

Charles McVety, qui dirige la coalition, a

dit récemment dans une entrevue au magazine *The Walrus*: «Beaucoup de nos amis sont au gouvernement maintenant, donc ça rend les choses plus faciles.»

Sincère ou strictement opportuniste, cette prétendue amitié de certains membres du gouvernement Harper avec les lobbies religieux inquiète. Surtout lorsque des membres clés de son équipe, Jason Kenney, le ministre de la Justice, Vic Toews, et le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, sont le plus souvent montrés du doigt.

Or, les preuves d'une telle connivence sont souvent incomplètes. Certaines nominations attirent parfois les foudres de l'opposition et des médias. Comme celle, récente, de Darrel Reid au poste de chef du personnel du cabinet de la ministre de l'Environnement, Rona Ambrose. Pendant cinq ans, M. Reid a dirigé la section canadienne du groupe religieux Focus on the Family, dont les liens avec l'administration Bush sont aussi largement documentés.

Stephen Harper a bien rappelé qu'il représentait tous les Canadiens, et non pas seulement les groupes religieux. La population canadienne semble tout de même pressentir le contraire, comme le montre un sondage Ipsos-Reid conduit en avril dernier, qui traduit un inconfort croissant quant au mélange de la religion et de la politique. Aura-t-elle un jour l'heure juste? Cela reste à voir. Mais pour l'instant, les quelques signes visibles de l'idéologie religieuse des conservateurs se résument parfois à la seule invitation à une inoffensive séance de prière et de discussion, lancée par le bureau d'un député qui ne s'y présente pas lui-même.

ANGLAIS

CONVERSATION OU ANGLAIS DES AFFAIRES

Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue

A temps partiel et semi-intensif

COURS INTENSIF

de jour, 25 h/semaine

matin, après-midi, soir, samedi

1 à 7 fois/sem. • 375 \$/45 h • 165 \$ à 183 \$/semaine*

*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$

Formation en entreprise adaptée à vos besoins

Cours privés : toutes les langues

Converlang

école de langues postmoderne

accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Montréal

(514) 278-5309 www.converlang.com

Laurier

MILLER THOMSON POULIOT

Avocats, agents de brevets et de marques de commerce

millerthomsonpouliot.com

514.875.5210

3431269A

3431269A

Êtes-vous passionné par les relations humaines ?

Formation professionnelle en relation d'aide psychologique

Soirée d'information : Montréal, mercredi 1er novembre à 19h

Contenu de la soirée :
exposé informatif / période de questions / atelier (facultatif)

Centre de Relation d'Aide de Montréal inc.

Depuis plus de 20 ans !

1-877-598-7758

www.cram-eif.org

Semaine québécoise de l'orientation

DÉVELOPPER SA VISION DE L'AVENIR

Du 29 octobre au 4 novembre 2006

3437644A

GRATUIT

Conférence grand public

+ Vous êtes indécis face à un choix ?

+ Vous êtes insatisfait de votre vie professionnelle ?

+ Vous vivez une période de transition ?

Nous en sommes rarement conscients mais nos choix et nos projets reposent sur une vision de l'avenir.

La conférence d'Alain Dubois, conseiller d'orientation, propose une réflexion sur notre perception de l'avenir ouvrant sur des applications dans notre vie personnelle.

Être présent à notre vision d'avenir : Une manière de vivre pleinement notre vie

Ordre des conseillers et conseillères d'orientation

et des psychoéducatrices et psychoéducateurs du Québec

Information ou inscription

www.orientation.qc.ca

514 737-4717 (poste 238)

À Montréal : le 31 octobre 2006 - 19h
 Centre St-Pierre, salle Marcel-Pepin
 1212, rue Panet (métro Beaudry)

Septembre éditeur

ACTUALITÉS

Premières « superinfirmières » au Québec

MARIO GIRARD

Les premières infirmières praticiennes spécialisées font leur entrée au Québec. Au nombre de 17, ces « superinfirmières », qui peuvent prescrire des médicaments et poser des diagnostics lorsqu'ils sont liés à leur champ d'expertise, seront officiellement présentées demain, au congrès annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.

« C'est un grand jour, dit la présidente de l'Ordre, Gyslaine Desrosiers. C'est une nouvelle sorte d'infirmières qui vient au monde. Et pour la population, ça signifie l'arrivée de nouveaux services. »

Fruit d'un long processus qui a englobé des négociations avec

le Collège des médecins sur la définition des tâches, le concept des infirmières praticiennes spécialisées représente l'une des réponses à la crise que connaît actuellement le secteur de la santé. Grâce à elles, on espère

Ces infirmières peuvent prescrire des médicament et poser des diagnostics lorsqu'ils sont liés à leur champ d'expertise.

atteindre une plus grande efficacité en milieu hospitalier.

Les infirmières ont récemment reçu leur diplôme de maîtrise dans l'une des trois spécialités actuellement offertes: néphrologie (6), néo-natalogie (5) et cardiologie (6).

« Nos objectifs sont maintenant

d'avoir davantage d'infirmières spécialisées dans le secteur de la première ligne et de la médecine familiale », dit M^{me} Desrosiers.

L'Ontario et les États-Unis, qui ont une longueur d'avance sur le Québec en matière d'infir-

Gyslaine Desrosiers avoue que leur nombre n'est pas suffisant. « Le ministère de la Santé visait un minimum de 75 au départ, dit-elle. Vous savez, il n'est pas facile pour une infirmière qui travaille depuis plusieurs années

laine Desrosiers: « Le médecin ne coûte rien à l'hôpital. Il va falloir que les hôpitaux prévoient cela ou que le ministre de la Santé établisse un plan budgétaire à cet égard. Un hôpital doit vraiment vouloir améliorer ses services pour engager une infirmière praticienne spécialisée, parce que cet argent est pris sur son budget. »

Au cours de ce congrès, l'ordre professionnel fera part de l'évolution de son effectif. Selon la présidente, le Québec compte actuellement près de 69 000 infirmières et infirmiers. Quatorze mille étudiants sont actuellement en formation dans les 42 cégeps et neuf universités offrant un programme en soins infirmiers.

Début de la vaccination contre la grippe

PRESSE CANADIENNE

C'est dans une semaine, soit le 6 novembre, que débutera la campagne de vaccination contre l'influenza saisonnière au Québec, qu'on appelle communément la grippe.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux rappelle que le

Le vaccin est gratuit pour les enfants âgés de 6 à 23 mois, les personnes de 60 ans et plus, les personnes atteintes de certaines maladies chroniques ainsi que les travailleurs de la santé.

infectiologue à l'hôpital Maison-neuve-Rosemont, à Montréal, a assuré que, contrairement à certaines croyances, le vaccin contre la grippe n'est pas dangereux. D'ailleurs, remarque-t-il, la population québécoise est de plus en plus consciente de l'importance de se faire vacciner. En outre, de plus en plus d'entreprises mettent en place des programmes de vaccination pour diminuer le taux d'absentéisme au travail durant la saison grippale.

Cette période commence généralement en novembre ou décembre et s'étend jusqu'à fin mars, début avril.

Au ministère de la Santé, on précise que ce vaccin ne contient pas de virus vivant et qu'il ne peut pas provoquer l'influenza.

Le vaccin contre la grippe commence à agir environ deux semaines après son administration. Son effet de protection dure environ six mois.

Cela dit, il ne faut pas confondre les symptômes de la grippe et ceux d'un rhume. La grippe est une maladie causée par le virus de l'influenza et se manifeste d'abord par de la fièvre. Elle cause généralement des maux de tête, de la toux, puis des douleurs aux muscles et aux articulations.

Se laver fréquemment les mains est un excellent moyen de réduire les risques de contamination.

Des vents violents plongent plusieurs régions dans le noir

PRESSE CANADIENNE

Près de 200 000 foyers et entreprises ont été privés de courant hier dans le nord-est de l'Amérique du Nord. Des vents violents ont en effet balayé la région, engendrant des bourrasques de plus de 80 km/h qui ont fait tomber de nombreuses lignes électriques.

Au Québec seulement, près de 49 000 clients d'Hydro-Québec ont été privés de courant hier. Les régions les plus touchées ont été l'est du Québec (14 000 abonnés), les Laurentides et l'Outaouais (17 000 abonnés).

Des pannes ont aussi été signalées en Montérégie, à Québec, dans Charlevoix, dans Chaudière-Appalaches, en Mauricie et dans l'est de l'île de Montréal.

Dans la métropole québécoise, 2479 abonnés ont été privés d'électricité, principalement dans l'est de l'île. Dans l'est du Québec, près de 15 000 clients d'Hydro-Québec ont été plongés dans le noir. En soirée, 5800 foyers n'avaient toujours pas retrouvé le courant en Montérégie.

Les rafales ont également provoqué des dommages importants à Rimouski, dans le Bas-Saint-Laurent. La Sûreté du Québec et les autorités municipales ont mis en place une « cellule de crise », dans la nuit de samedi à hier, pour répondre aux centaines d'appels de citoyens qui signalaient des dégâts.

En plus des pannes électriques, des toits ont été emportés par le vent, des arbres et des poteaux ont été projetés au sol et des routes ont dû être fermées. La ville a ouvert d'urgence un centre d'hébergement, qui a accueilli 45 personnes pour la nuit.

États-Unis et Maritimes

Au moins deux décès ont été attribués à la tempête en Nouvelle-Angleterre. Des rafales

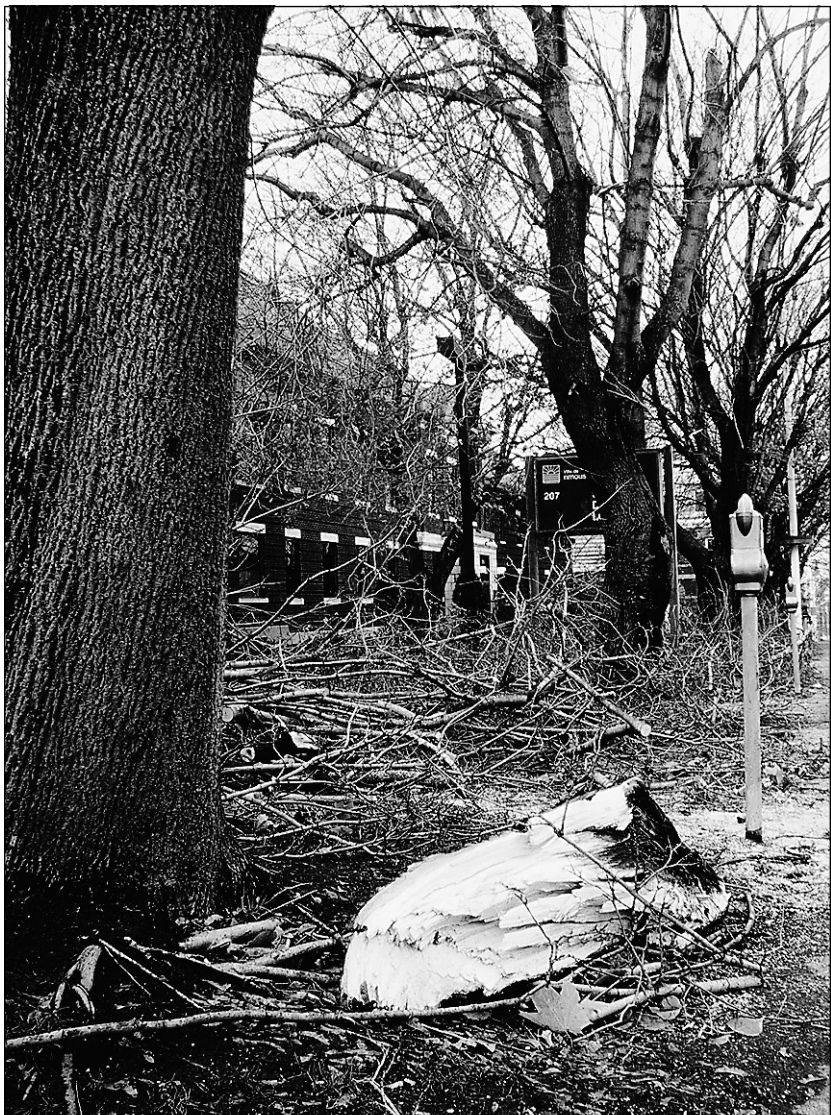


PHOTO CARL THÉRIAULT, LE SOLEIL, COLLABORATION SPÉCIALE

De forts vents ont balayé le Bas-Saint-Laurent, particulièrement Rimouski, samedi. Des poteaux et des arbres ont été arrachés, des pannes d'électricité ont touché environ 4000 abonnés à Rimouski ainsi qu'à Rivière-du-Loup.

atteignant 112 km/h ont soufflé dans l'État de New York, selon les services météorologiques américains.

Dans les provinces atlantiques, environ 3000 abonnés ont été privés d'électricité au sud-est du Nouveau-Brunswick. Des pannes ont aussi été signalées à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

En Ontario, près de 30 000

abonnés se sont retrouvés dans le noir. Dans le nord-est des États-Unis, du Maine au Maryland, environ 112 000 personnes ont dû composer avec des pannes de courant.

Certaines parties de l'État de New York exposées aux vents du lac Ontario ont été copieusement enneigées, comme Old Forge, qui a reçu plus de 22 cm de neige.

TRAVAILLER À VOTRE COMPTE!

FAITES PLUS D'ARGENT, SOYEZ VOTRE PROPRE PATRON!

samedi et dimanche
les 4 & 5 novembre
Palais des Congrès

Salon National de la Franchise et des Occasions d'Affaires

■ Venez explorer les franchises les plus dynamiques et rentables au Canada.

■ Séminaires quotidiens gratuits sur comment vous lancer en affaire et exploiter une entreprise viable.

■ Possibilités d'emploi à temps plein et à temps partiel.

■ Venez rencontrer des compagnies à la recherche de personnes voulant acquérir une franchise, de courtiers et de distributeurs.

Le plus grand salon de la franchise au Québec!

210, avenue Viger, 11h - 17h

ADMISSION 10\$

Pour de plus amples renseignements, appelez le 1-800-891-4859 ext. 300

www.salondelafranchise.ca

Résultats des tirages du: 2006-10-29																	
6/49		04 14 18 21 23 28 29 30 32 33	Quintissime		3616718* 500 000 \$												
GAGNANTS		6/6 0	LOTS		6/6 0 1 000 000,00 \$												
5/6+ 5		73 156,50 \$		5/6+ 0		50 000,00 \$											
5/6 122		2 476,80 \$		5/6 13		500,00 \$											
4/6 7 113		80,50 \$		4/6 764		50,00 \$											
3/6 138 610		10,00 \$		3/6 15 104		5,00 \$											
2/6+ 94 078		5,00 \$		Ventures totales :		489 712,50 \$											
Ventures totales :		17 484 960 \$		Extra 5422858*		500 000 \$											
Prochain gros lot (approx.) :		15 000 000 \$		*décomposable dans les deux sens													
Astro 25 000 \$ CHAQUE JOUR, C'EST ÉCRIT DANS LE CIEL !																	
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.																	

Tirez quelqu'un du pétrin.

Touareg V6 2007. On ne sait jamais quand ni pourquoi on aura besoin de 280 chevaux. Et même avec 40 chevaux de plus que l'an dernier, le Touareg reste le plus abordable des VUS allemands de taille intermédiaire. 51 525 \$. Essayez-le dès aujourd'hui.

Croyez-le ou non, le véhicule apparaissant sur la photo est le modèle de base 2007. *PDSF du Touareg 2007 de base, 51 525 \$. Taxes, immatriculation, droits, frais de titre et de documentation, inspection de prélivraison, frais administratifs (y inclut les frais d'inscription, jusqu'à 46 \$, au Registre des droits personnels et réels mobiliers), frais de transport de 795 \$, assurances et autres options en sus. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Tous les détails chez votre concessionnaire. « Volkswagen », le logo Volkswagen et « Touareg » sont des marques déposées de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada Inc. 2006.



La nouvelle formule Table d'Hôte Extra. Beaucoup plus flexible.

Tous nos plats principaux sont maintenant disponibles en table d'hôte.

Choisissez le plat principal qui vous plaît sur notre menu, ajoutez une bonne soupe ou un jus de légumes et n'importe lequel des fabuleux desserts St-Hubert. En plus du café à volonté ! Tout ça pour un petit supplément de

4⁹⁵\$
+ taxes



ACTUALITÉS

Quebecor s'excuse auprès de Jean Charest

Trois de ses journaux ont erronément attribué au premier ministre la propriété d'un luxueux chalet

MARIO GIRARD

Trois journaux de Quebecor ont dû présenter des excuses à Jean Charest pour avoir publié des articles lui attribuant erronément la propriété d'un chalet luxueux.

Dans sa livraison de samedi, le *Journal de Montréal* a dit regretter «sa décision de publier un texte de Michel Hébert intitulé "Le chalet de Jean Charest", le 21 octobre 2006, dans lequel on laissait entendre à tort que le premier ministre du Québec aurait acquis un chalet à North Hatley».

Le quotidien montréalais, imité par son alter ego de Québec, a reconnu son erreur en affirmant que l'information véhiculée était «aisément vérifiable». Il a conclu en présentant ses excuses au premier ministre et à sa famille «pour le tort que ce texte sans fondement lui a injustement causé».

Dans sa chronique politique inti-

ulée "Jeux de pouvoir", publiée chaque samedi dans le *Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, le chroniqueur Michel Hébert s'était amusé à reprendre une information publiée dans le journal souverainiste *Le Québécois* qui prétendait que «le premier ministre a des

avec son salaire.

Vendredi dernier, *Le Journal de Sherbrooke*, en mettant le titre «Nos excuses au premier ministre Jean Charest» à sa une, a fait un sérieux mea culpa en déclarant que la publication de ce reportage «contrevenait gravement aux

L'envoi de mises en demeure par l'avocat de M. Charest, Gérard Tremblay, aux trois journaux de Quebecor ainsi qu'au journal *Le Québécois* a visiblement déclenché cette vague d'excuses.

Par ailleurs, on a appris mardi dernier que les deux employés non

l'information du *Journal de Québec*. Je dois dire que je ne suis pas tout seul à décider là-dedans. Je dois parler au rédacteur en chef. Je ne peux pas vous confirmer pour l'instant s'il y aura des suites ou pas.»

L'avocat Guy Bertrand, maintenant responsable du dossier des deux journalistes du *Journal de Sherbrooke* et de celui du journal *Le Québécois*, trouve «révoltant» le fait que Quebecor ait renvoyé un chef de pupitre et un journaliste

«pour acheter la paix». Guy Bertrand a déclaré que le *Journal de Sherbrooke* a fait une bourde en publiant des photos d'une résidence qui n'appartient pas à M. Charest. Mais pour lui, ni le texte du *Québécois*, ni ceux du *Journal* ne sont des «erreurs».

L'avocat espère que la Fédération professionnelle des journalistes (FPJQ) s'intéressera à cette affaire.

Le quotidien montréalais, imité par son alter ego de Québec, a reconnu son erreur en affirmant que l'information véhiculée était « aisément vérifiable ».

biens immobiliers d'une valeur supérieure à deux millions de dollars».

Cette information avait au préalable intéressé le journaliste Alain Bérubé, du *Journal de Sherbrooke*, également propriété de Quebecor. Ce dernier avait, le 20 octobre, publié deux articles où l'on s'interrogeait sur les biens immobiliers du premier ministre et sur la capacité de celui-ci à se les offrir

principes de rigueur, d'équilibre, d'exactitude et d'équité qui s'imposent aux médias et aux journalistes». Plus loin, la direction du journal a reconnu que «dans les faits, le chalet n'a jamais appartenu et n'appartient pas à M. Charest» avant d'ajouter que «les photos du chalet qui accompagnait le texte du journaliste, ne sont par les photos du chalet loué par M. Charest».

syndiqués du *Journal de Sherbrooke* mis en cause, le journaliste Alain Bérubé et le chef de pupitre Pascal Morin, avaient été congédiés.

Quant à Michel Hébert, du *Journal de Québec*, ses employeurs n'ont pour l'instant pris aucune décision quant aux mesures disciplinaires qui pourraient s'imposer.

«Dans notre cas, ça n'a pas la même ampleur, a dit à *La Presse* Donald Charrette, directeur de

Voleur pris au piège

Après avoir tenté de voler un chauffeur de taxi, un jeune homme de 23 ans s'est retrouvé coincé sous le véhicule, dans la nuit de samedi à hier, à Ville-Émard. Un peu avant 2h10, un couple est monté à bord d'un taxi au coin des rues Sanguinet et René-Lévesque. Il voulait se rendre dans l'arrondissement de LaSalle. «Le taxi roulait sur le boulevard Trinitaire, à Ville-Émard, quand l'homme a brandi un couteau et dit au chauffeur que c'était un hold-up», raconte Robert Mansueto, du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Apeuré, le conducteur a accéléré et a tenté d'attirer l'attention. Le taxi a terminé sa course à l'intersection du boulevard de la Vérendrye, où il est entré en collision avec le garde-fou qui borde le canal de Lachine. Le chauffeur n'a pas été blessé, non plus que la passagère, âgée de 19 ans. Le suspect a été retrouvé en dessous du taxi. Il a subi d'importantes blessures à la jambe et a été conduit à l'hôpital. Le SPVM ne s'explique pas comment il a pu se retrouver dans une telle position. Le couple sera accusé de vol qualifié et de complot. L'homme sera également accusé de possession d'arme dans un dessein dangereux.

– Ariane Lacoursière

Fillette enlevée et agressée

ALMA — Un homme de 27 ans a été arrêté samedi soir relativement à une agression sexuelle sur une fillette de 9 ans. Vers 3h, dans la nuit de vendredi à samedi, l'agresseur s'est introduit dans la chambre de la fillette par la fenêtre de la maison familiale. Il a enlevé sa victime pendant qu'elle dormait et l'a sortie de force par la fenêtre, lui causant des blessures. Il a traîné l'enfant dans son appartement, non loin du lieu de l'enlèvement, et l'a agressée sexuellement pendant près d'une heure. À 4h, il aurait relâché la fillette en lui disant de retourner chez elle, en plein milieu de la nuit. De retour à la maison, la fillette a tout raconté à son père, qui a contacté la Sûreté du Québec à 9 h 50. Les policiers ont interrogé la fillette et ont pu retracer le suspect.

– Le Quotidien

À CHACUN SON CHOIX



ARTS SPECTACLES

Tous les jours dans

LA PRESSE

BESOIN D'UNE BONNE RAISON POUR CACHER VOTRE NIP?

DEMANDEZ À L'INDIVIDU QUI REGARDE PAR DESSUS VOTRE ÉPAULE.



Protégez votre NIP



L'Association Interac et ses membres unissent leurs efforts pour vous protéger contre la fraude par carte de débit et augmenter la sécurité des transactions *Interac*.

La technologie en place permet d'identifier les transactions douteuses et de suspendre l'activité de votre carte jusqu'à ce que votre identité soit confirmée par votre institution financière.

De petits gestes simples de votre part peuvent aussi vous aider à vous protéger contre la fraude par carte de débit.

- Cachez toujours votre NIP lorsque vous le composez.
- Ne partagez jamais votre NIP, même pas avec les membres de votre famille ou vos amis.
- Évitez les chiffres évidents comme les dates de naissance ou les numéros de téléphone.

En posant ces gestes simples, vous vous donnez un fier coup de main.

MD/MC marque déposée d'Interac Inc. Utilisée sous licence.

Pour plus d'information, allez sur www.protegezvotrenip.com

LA PASSAT 2007 DE VOLKSWAGEN PRESTIGE!

À PARTIR DE **4,9%*** taux de location ou de financement



Quelques Passat VR6 3,6L 2006 disponible à un taux concurrentiel de **2,9%****

DERNIÈRE CHANCE!

* Offre de location ou de financement d'une durée limitée sur les modèles Passat 2007 neuf en stock. ** Offre de location ou de financement sur les modèles Passat 3.6 2006 neuf en stock sélectionnés. Quantité limitée. Offres sujettes à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offres d'une durée limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires peut donc être requis. Ne s'appliquent qu'aux locations et ventes faites à des particuliers. Photo à titre indicatif seulement. Tous les détails sur vw.ca et chez Volkswagen Prestige.



VOLKSWAGEN

Prestige

925, Boul. Marcel Laurin
Saint-Laurent
www.vwprestige.com

(514) **744-7777**

Membre des concessionnaires Gabriel.
Un groupe, une force!



Café à volonté.

La nouvelle formule Table d'Hôte Extra St-Hubert inclut aussi le café à volonté. Tant que vous en voulez. Pas de limite. Ou le thé ou la tisane, c'est comme vous voulez. Vous pouvez donc choisir le plat principal qui vous plaît et y ajouter une bonne soupe ou un jus de légumes et n'importe lequel des fabuleux desserts St-Hubert. Tout ça pour un petit supplément de

4⁹⁵\$
+ taxes



LE ZÉLATEUR La rubrique des horreurs urbaines



FUTURE PATINOIRE

SÉBASTIEN RODRIGUE

Beau temps, mauvais temps, il y a une flaque d'eau sur le trottoir de la rue Parthenais, entre l'avenue du Mont-Royal et la rue Marie-Anne. Du côté est, l'eau sort par une prise d'eau emprisonnée dans le béton du trottoir.

Leau ne gicle pas, mais elle s'écoule de façon continue. Un lecteur nous a écrit que le problème durait depuis cinq mois environ. Il s'inquiète d'un tel gaspillage d'eau potable. Avec l'approche de l'hiver, cette flaque risque aussi de se transformer en véritable patinoire pour les piétons.

L'EXPLICATION

Le service de la voirie de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal est

au courant du problème. Selon une porte-parole, l'eau s'écoule depuis environ un mois et demi en raison du bris d'une conduite. L'arrondissement compte faire la réparation avant l'hiver. La porte-parole indique que le service de la voirie s'est chargé de travaux plus urgents. La fuite de la rue Parthenais doit maintenant être réparée d'ici une semaine. Les travaux pourraient néanmoins être retardés si des problèmes urgents surgissent ailleurs dans l'arrondissement.

QUI S'EN OCCUPE?

Marc Dussault, chef de division de la voirie, arrondissement du Plateau-Mont-Royal, 514-872-3122, mdussault@ville.montreal.qc.ca

RUE UNIVERSITY

L'arrondissement de Ville-Marie a réparé le puisard affaissé de la rue University près de l'autoroute Bonaventure. La rubrique du Zélateur avait soulevé ce problème en septembre dernier. En direction nord, un puisard avait perdu son couvercle dans la voie de gauche. Des cônes étaient empilés dans le trou, où les roues des voitures risquaient de s'enfoncer.

À la suite de l'appel du Zélateur, l'arrondissement avait déposé une plaque d'acier sur le trou. Le puisard a maintenant été réparé et la voie réasphaltée le long du terre-plein.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE © Fuite d'eau face au 4443, rue Parthenais

APPEL À TOUS: Si la négligence et le laisser-aller se manifestent près de chez-vous, écrivez-nous à l'adresse suivante : Le Zélateur, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Par courriel : zelateur@lapresse.ca. Par téléphone : 514-285-7070. Par télécopieur : 514-285-6808.

PLACES L'ACADIE ET HENRI-BOURASSA

Des taudis qui coûtent cher aux Montréalais

KATIA GAGNON

La mauvaise volonté de Sadok Sagman, propriétaire du pire complexe de taudis à Montréal, coûte cher aux contribuables. En deux ans, les services municipaux ont déboursé 65 000 \$ pour inspecter les immeubles et envoyer des avis d'infraction à M. Sagman. Résultats concrets dans les logements: aucun.

On apprend, dans un récent bilan de l'application du Code du logement à Montréal, que les inspecteurs de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de la ville-centre auront travaillé 2000 heures, entre 2005 et 2007, dans les 21 immeubles des places l'Acadie et Henri-Bourassa. C'est l'équivalent d'un job à temps plein pendant un an pour un inspecteur. Facture numéro 1 pour les contribuables: 60 000 \$.

Il faut ajouter à cela le travail des secrétaires et des agents techniques, qui ont compilé et envoyé les avis et communiqué avec les huissiers, pour l'équivalent de

quatre semaines de travail à temps plein. Facture numéro 2: 5000 \$.

Compte tenu de l'ampleur du complexe, qui compte 565 logements, dont l'immense majorité sont dans un état déplorable, «c'est le plus gros projet d'inspection et d'évaluation que la Ville ait jamais fait. On n'a jamais procédé de façon aussi systématique», explique Marie-Hélène Ladouceur, porte-parole de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

«La Ville veut mener ce dossier jusqu'au bout», ajoute-t-elle. L'arrondissement refuse cependant de dévoiler le nombre de constats d'infraction qu'elle fera parvenir à M. Sagman ou le montant des amendes qui pourraient lui être imposées.

C'est manifeste: les autorités municipales sont à bout de patience. Et pour cause. Le dossier des places l'Acadie et Henri-Bourassa traîne depuis maintenant 10 ans. Des centaines de plaintes ont déjà été traitées. La Régie du logement a rendu, dans ce dossier, l'un des jugements les plus sévères

de son histoire. Et pourtant, la situation ne change pas.

Dégâts d'eau récurrents, moisissures, vermine, chauffage déficient: les locataires de ces immeubles, souvent immigrés de fraîche date, vivent dans des conditions très difficiles. «Sur le terrain, il n'y a aucune amélioration concrète», dit Mylène

murs gondolés par l'humidité, sans eau chaude, à côté d'égouts à ciel ouvert. Le logement a depuis été condamné par les autorités municipales.

Le propriétaire des lieux depuis 1997, Sadok Sagman, a toujours réussi à passer à travers les mailles du filet en «vendant» régulièrement ses propriétés à des proches. Au fil des ans, les immeubles ont notamment été au nom de sa femme et de sa fille.

Mais cette fois, la tactique ne fonctionnera pas. «La Ville ne reculera pas. Si on change de propriétaire, le nouveau héritera des avis d'infraction et des amendes à payer», lance Marie-Hélène Ladouceur. Il n'en demeure pas moins que la procédure

durera encore au moins un an, et plus encore si M. Sagman décide de contester les avis d'infraction de la Ville devant les tribunaux. Le comité logement croit que la Ville devrait plutôt se servir de l'arme suprême de son Code du logement: faire faire les travaux

aux frais du propriétaire. «Les locataires vivent depuis des années là-dedans. Pour eux, un an, c'est vraiment long», fait valoir Mylène Lamoureux. «Le plan de la ville n'a pas d'allure», renchérit André Trépanier, du Regroupement des comités logement.

Mais les travaux à réaliser sont d'une telle ampleur que la Ville n'a pas les moyens de les entreprendre, plaide-t-on à l'arrondissement. La rénovation des immeubles, faite dans les normes, coûterait quelque 10 millions de dollars, disent plusieurs sources. Un chiffre que la Ville refuse cependant de confirmer.

Et si la Ville faisait faire les travaux, tout laisse croire que le propriétaire se rendrait au bout de ses recours juridiques pour éviter de payer la note. Il y a quatre ans, Montréal avait ordonné la démolition de l'un des immeubles sur la place l'Acadie. Sadok Sagman a poursuivi les autorités municipales pour obtenir compensation. Et le dossier traîne encore devant les tribunaux.



POUR EN VOIR PLUS

MAINTENANT EN HAUTE DÉFINITION

hd.astralmedia.com



ACTUALITÉS

Les enseignants proposent une brochure politique aux cégépiens

MARIO GIRARD

Les trois fédérations de syndicats d'enseignants des cégeps ont lancé une brochure à l'intention des 100 000 cégépiens de la province.

Cette campagne d'information se veut une « sensibilisation politique » à différentes réalités que vivent les élèves. Précédée d'une certaine controverse, cette brochure, qui sera distribuée à compter d'aujourd'hui, n'est pas, selon ses auteurs, un outil de propagande pour inclure les élèves dans les démarches syndicales

Plusieurs thèmes

En plus de la FAC, la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEQQ-CSN) et la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ) ont collaboré à ce document, dont les textes sont tous signés par des membres des syndicats.

Cette brochure, qui sera diffusée grâce à la collaboration des associations étudiantes, traite de plusieurs thèmes, notamment celui de la liberté syndicale comme moteur de la démocratie.

On en profite pour revenir sur quelques moments historiques qui ont marqué des négociations

lisation vise à créer un débat à l'intérieur de l'arène, dit Ronald Cameron, président de la FNEEQ. C'est clair que cette brochure véhicule des idées. Si c'est de cela dont on veut nous taxer, on tombe dans le daleau.

» On aborde également le rôle de l'éducation collégiale, les droits de scolarité, le vieillissement de la population, la dette nationale, la nature du bien commun et la distribution de la richesse.

Un titre accrocheur

Le *Demain vous appartient*, en couverture, rappelle évidem-

dire, c'est que ces thèmes sont trop importants pour être laissés entièrement aux commentateurs politiques. »

Dans le processus de préparation de l'ouvrage, il y a eu des rencontres avec des étudiants afin de voir si les thèmes abordés les interpellaient.

Deux représentants de regroupements étudiants, présents à la conférence de presse d'hier, ont appuyé sans détour cette démarche.

Les enjeux

« Cette brochure aborde les enjeux de ceux qui vivent à l'intérieur des cégeps, a déclaré Francis Hamel, de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). Voilà pourquoi on appuie cette opération. Ces enjeux sont tous connexes. »

Pour Étienne Hudon-Gagnon, de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), l'opuscule va contribuer à stimuler le débat. « Je retiens que ça se fera dans les cégeps et, à cet égard, je trouve que ces lieux sont propices à l'animation. Nous avons des cours de philosophie au cégep. C'est là que nous commençons à être stimulés. On est donc fier d'appuyer un projet comme celui-là. »

« Ce sont des textes d'opinion qui s'inscrivent en faux face à un discours dominant dans la société qui est souvent reproduit à grande échelle. »

des enseignants.

« Ce sont des textes d'opinion qui s'inscrivent en faux face à un discours dominant dans la société qui est souvent reproduit à grande échelle, dit Guy Desmarais, vice-président de la Fédération autonome du collégial (FAC).

Il est important de comprendre que ces textes apportent des idées qui ne sont pas présentées comme des vérités incarnées. »

difficiles entre le gouvernement du Québec et ses employés.

Bien sûr, on insiste sur la loi 142, qui, depuis le 15 décembre 2005, a mis « brutalement » fin aux négociations qui avaient cours. Cette loi interdit jusqu'en 2010 toute altération ou tout ralentissement de travail, sous peine d'amendes importantes. « Je ne vous cache pas qu'il est vrai qu'on se sent muselé par la loi 142 et que cette sensibi-

ment le fameux slogan « Demain nous appartient » du Parti québécois lors de sa campagne de 1976. Mais pour les responsables de la brochure, il ne faut pas sauter aux conclusions trop rapidement.

« Vous ne trouverez aucune référence au PQ dans cette brochure, dit Mario Beauchemin de la FAC. Si le titre semble y faire référence, ça nous a échappé. Nous, ce qu'on veut

EN BREF

Vote libre pour le boulevard Robert-Bourassa

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, permettra à tous ses conseillers de voter selon leur conscience en ce qui a trait au changement de nom de l'avenue du Parc en boulevard Robert-Bourassa. Le vote se tiendra le 27 novembre prochain à la séance du conseil municipal. Entre-temps, le maire a demandé aux conseillers de consulter leurs électeurs. Deux pétitions circulent notamment sur Internet. Plus de 14 000 signatures auraient déjà été recueillies.

Presse Canadienne

500 plants de cannabis dans un appartement

Les policiers ont découvert la nuit dernière une quantité importante de plants de cannabis dans un logement de Montréal-Nord. Quelque 500 plants se trouvaient dans l'appartement. Les policiers avaient été alertés par un appel au 911. Un individu affirmait avoir vu un homme aux allures suspectes sortir de l'appartement avec un sac à ordures rempli. À leur arrivée, ils ont constaté qu'une introduction par effraction avait été faite dans le logement qui servait à la culture de cannabis. Des plants avaient été volés.

Presse Canadienne

LE RÉSEAU LE PLUS
CLAIR ET NET
AVEC MOINS D'APPELS INTERROMPUS QU'AVANT.



ROGERS^{MC}
Votre monde. Maintenant.

On se garde de la place pour le dessert.

Avec la nouvelle formule Table d'Hôte Extra, le dessert est inclus. Que vous soyez accro de la tarte au sucre ou amoureux fou du chocolat fondant de notre *brownie*, allez-y, c'est compris ! En plus du café à volonté, évidemment ! Tout ça pour un petit supplément de

4.95\$
+ taxes



LE CROISEMENT DU DESIGN ET DE LA PERFORMANCE.

Voici le tout nouveau Mazda CX-7. Il n'a jamais été évident de marier puissance et agilité. Sans le faire au détriment de la beauté, du confort ou de la commodité. Mais le tout nouveau Mazda CX-7 réussit ce tour de force de brillante façon. En combinant un design polyvalent conçu pour 5 passagers à une véritable performance sport. Ce que même les VUS n'ont jamais pu réaliser. Non seulement le CX-7 présente des lignes à couper le souffle, mais son habitacle bien conçu est doté de nombreux équipements, dont un système audio Bose^{MD} avec son ambiophonique Centerpoint^{MD} en option. Au cœur de ses particularités se trouve un châssis digne d'une voiture sport. Un système de traction intégrale à répartition active du couple offert en option. Plus un moteur à injection directe développant 244 chevaux et qui offre à la fois un gain de couple et une économie de carburant. Voilà ses éléments clés. Ceux qui lui permettent de se démarquer des autres véhicules et le mettent dans une catégorie à part. Venez faire l'essai du Mazda CX-7. Vous n'aurez jamais rien croisé de pareil sur votre chemin.



MAZDA CX-7 2007 | À PARTIR DE 31 995 \$*



mazda
www.mazda.ca



INDICE DE SÉCURITÉ LE PLUS ÉLEVÉ
LORS D'ESSAIS DE COLLISION *

vroum-vroum



* Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda CX-7 GS (PVSJ87AA00) 2007 neufs. Frais de transport et préparation (1 390 \$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Le modèle illustré l'est à titre indicatif seulement en ce qu'il peut comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Modèle GT illustré. * Accordé au Mazda CX-7 2007 par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) du gouvernement des États-Unis, suite à des tests mesurant les effets de collisions frontales sur les occupants avant et de collisions latérales sur les occupants avant et arrière.

Le Québec prend un coup de vieux

FRANÇOIS BERGER

Inexorablement, le Québec et le Canada vieillissent, mais pas tout à fait au même rythme, constate un nouveau rapport sur la population publié hier par Statistique Canada. L'évolution démographique du pays entraîne d'ailleurs le Québec sur une pente descendante qui lui enlève de l'importance dans l'ensemble canadien.

Les Québécois ont maintenant 40,4 ans d'âge médian, c'est-à-dire que la moitié de la population a plus que cet âge et l'autre moitié, moins. Dans l'ensemble du Canada, l'âge médian est de 38,8 ans. Le 1^{er} juillet dernier, le Québec comptait près de 7,7 millions de citoyens et le Canada, 32,6 millions.

La population québécoise a pris un « coup de vieux » de 1,9 an entre 2001 et 2006 tandis que l'Alberta, la province la plus jeune avec un âge médian de 35,5 ans, a vieilli de seulement de 0,8 an (neuf mois et demi), le Manitoba de 0,9 an et l'Ontario de 1,5 an. Avec le Québec, ce sont les provinces de l'Atlantique qui vieillissent le plus vite, Terre-Neuve ayant gagné un record de 3,2 ans dans son âge médian (maintenant de 41,3 ans) depuis 2001.

Les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 13,2 % de la population canadienne et 14,1 % au Québec. Cette année, les tout premiers baby-boomers,

ceux qui sont nés au début de la grande vague de naissances d'après-guerre, sont plus de 400 000 à fêter leur soixantième anniversaire!

Le vieillissement de la population a des effets importants sur la société, note le démographe Hervé Gauthier, de l'Institut de la statistique du Québec. Il provoque une augmentation des charges sociales, notamment dans le secteur de la santé, tout en réduisant le nombre de personnes au travail.

La faible fécondité explique le vieillissement démographique au Canada depuis 40 ans (en 1966, l'âge médian était de 25,4 ans). En moyenne, les femmes canadiennes ont maintenant 1,5 enfant au cours de leur vie, un taux équivalent à celui du Québec. Les provinces qui vieillissent le plus rapidement connaissent aussi un exode de leur main-d'oeuvre, qui va trouver un emploi ailleurs au pays, surtout dans l'Ouest.

Le déclin du Québec

Les projections démographiques de l'agence fédérale de statistiques, qui tiennent compte de la fécondité, de la mortalité, de l'immigration internationale

et des migrations interprovinciales, font de l'Ontario la grande gagnante des changements à venir au pays au cours des 25 prochaines années.

En 2031, l'Ontario abritera plus de 41 % de la population canadienne, comparativement à 39 % en ce moment. Le Québec perdra du poids en passant de 23,5 % à 21,5 % de la population du pays.

En 1991, le Québec constituait 25 % du Canada, et 28 % 20 ans plus tôt.

La réduction du poids du Québec au Canada aura des effets économiques et aussi politiques, dit le démographe Gauthier, notamment sur la péréquation, qui répartit la richesse entre les régions au prorata de leur population.

Couplée au vieillissement de la population, la diminution de l'importance relative du Québec n'est pas de bon augure pour la province.

Outre l'Ontario, les autres gagnantes de l'avenir démographique sont la Colombie-Britannique, dont le poids passera de 13 % à 14 % de la population canadienne, et l'Alberta, qui passera de 10 % à 11 %. Le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard devraient conser-

ver leur part respective, comme les territoires à majorité autochtone du Yukon, du Nunavut et du Nord-Ouest. Ailleurs, en Saskatchewan, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, comme au Québec, ce sera le déclin.

Dans un quart de siècle, l'âge médian des Canadiens devrait atteindre 44 ans et celui des Québécois, 46 ans. Les personnes de plus de 65 ans composeront le quart de la population.

L'espérance de vie passera chez les hommes québécois de 76,6 ans en ce moment à près de 82 ans en 2031, et chez les femmes de 82 ans à plus de 86 ans. Quant au nombre de centenaires, il devrait tripler au Québec pour dépasser 3000 dans 25 ans.

Le vieillissement de la population est un phénomène mondial qui touche plus particulièrement les pays développés, où la fécondité s'est effondrée depuis une trentaine d'années. Selon les Nations unies, l'âge médian de toute l'humanité est aujourd'hui de 28,1 ans (c'était 22,2 ans en 1970). Il atteint 39 ans en Europe, 36,1 ans aux États-Unis, 32,3 ans en Océanie, 27,7 ans en Asie (32,6 ans en Chine), 25,9 ans en Amérique latine et seulement 18,9 ans en Afrique.

Le Québec se compare à la Suède, où l'âge médian en 2005 était de 40,1 ans.

Écrasement d'avion au Nigeria



PHOTO AFOLABI SOTUNDE, REUTERS

Un avion d'une compagnie intérieure nigériane s'est écrasé hier avec une centaine de passagers peu après son décollage de la capitale, Abuja. Il n'y aurait apparemment pas de survivant, selon ce qu'a appris l'AFP. « L'appareil de la compagnie ADC s'est écrasé et a pris feu dans les environs d'Abuja », a précisé le porte-parole de l'Agence nationale de gestion des urgences, Ibrahim Farinloye. Selon une source aéronautique, l'aéroport d'Abuja n'a pas été fermé au trafic. Cet accident est le dernier en date d'une série de catastrophes aériennes au Nigéria ces derniers mois. – AFP

Le Canada veut explorer Mars avec la Russie

TORONTO — Le Canada voudrait s'associer à la Russie pour explorer la planète Mars.

Selon des documents obtenus par Sun Media, l'Agence spatiale canadienne souhaite devenir un partenaire potentiel des Russes pour divers projets spatiaux, dont l'exploration de la planète rouge.

Cette intention canadienne survient au moment où les États-Unis ont décidé de reprendre leurs missions sur la Lune, ce qui risque de réduire les budgets accordés à l'exploration de la planète Mars.

Le Canada et la Russie collaborent déjà dans plusieurs projets de recherche spatiale, notamment sur les effets de la radiation.

– Presse Canadienne

MILLER
THOMSON
POULIOT

Avocats, agents de brevets et de marques de commerce

millerthomsonpouliot.com
514.875.5210

3431260A3431363

GRAND SOLDE
D'AUTOMNE

CHEMISES ET CHANDAILS
EUROPÉENS

cour. : 125\$ à 250\$

solde : 3 pour **100\$**

économisez jusqu'à 80 %

HABITS

Cour. : 500 \$

maintenant **300\$**

ou

2 pour **500\$**

MANTEAUX
EN LAINE

Cour. : 289 \$

maintenant **125\$**

Noir - Charcoal - Marine
GRANDEUR
Petit à XL

Jaf

Prêt à Porter

www.jaf.ca

900, Décarie, Saint-Laurent
619, René-Lévesque O., Montréal
3240, Saint-Martin O., Laval
Tél. : 514-744-0985

50\$*

ÉPARGNEZ JUSQU'À

à l'achat de 4 pneus Michelin^{MD} admissibles

Du 9 octobre au 6 novembre 2006

Promotion offerte chez les détaillants MichelinTM participants.

*Remise postale. Pour plus de détails, visitez votre détaillant MichelinTM participant ou rendez-vous au www.michelin.ca.

MICHELIN

Une meilleure façon d'avancer

3432360A

3432366

MONDE

Cendrillon vit en Inde

La police des mœurs a les jeunes noctambules à l’œil

LAURA-JULIE PERREAULT

MADRAS — À minuit, alors que les pistes de danse des discothèques se réchauffent à peine dans les grandes villes du monde, la musique s’arrête net et la lumière inonde une boîte de nuit très branchée de Madras, une des quatre mégapoles de l’Inde. Aveuglés, les 200 jeunes Indiens qui, deux minutes plus tôt, se déhanchaient sur les derniers tubes de Bollywood soupiraient bruyamment. Ils étaient prêts pour une nuit chaude dans la métropole de l’Inde du Sud, mais le gouvernement en a décidé autrement.

Depuis deux ans, sur ordre des autorités, les discothèques et les bars de cette ville de 4,5 millions d’habitants se transforment en citrouille sur les 12 coups de minuit. Les Cendrillon et les princes charmants de Madras sont priés de rentrer chez eux.

La raison invoquée : moralité et sécurité. Les autorités de l’État du Tamil Nadu, dont Madras est la capitale, ont annoncé leur décision en septembre 2004. Quelques semaines plus tôt, un accident de la route, au petit matin, a coûté la vie à une jeune femme. Les discothèques ont été tenues responsables de l’ivresse et de la témérité du chauffeur.

Disc-jockey au Dublin, la plus grande boîte de nuit de Madras, Rudy Gallyot ne comprend pas la décision du gouvernement. « C’est vraiment un conflit de générations. Entre modernité et tradition », soupire-t-il derrière ses platines, sur lesquelles se succèdent tous les soirs les derniers tubes anglophones, tamouls et hindis.



Les grandes villes de l’Inde comptent des dizaines et des dizaines de boîtes de nuit. Mais des règles strictes y sont imposées. Même Bombay (notre photo) qui, jusqu’à tout récemment, se targuait d’être « l’autre ville qui ne dort jamais » ferme désormais ses bars vers minuit.

Quelques mois après l’imposition d’un couvre-feu aux bars et aux boîtes de nuit, un article dans un journal local a fait scandale à Madras. La photo principale montrait une jeune Indienne, habillée à l’occidentale, buvant une bière à la bouteille.

« L’article disait en gros que les bars refusaient de donner des verres aux jeunes femmes pour qu’elles se saoulent plus vite. C’est n’importe quoi, mais ça a créé tout un émoi », se rappelle celui qui, pendant 10 ans, a fait danser les jeunes de Madras jusqu’à 5 h, 6 h du matin. « Il ne se passait rien de pire ici qu’ailleurs dans le monde », soupire le DJ dans la mi-trentaine, portant un t-shirt rouge aux couleurs d’une compagnie de disques.

Mesure transitoire

DJ Rudy est convaincu que le gouvernement ne pourra pas tenir sa ligne dure trop longtemps. Munie de la deuxième plage urbaine au monde pour sa taille et hôte de plusieurs grandes universités, Madras est une ville jeune. Des milliers d’Indiens dans la vingtaine et la trentaine y occupent des emplois dans le secteur des hautes technologies et dans les centres d’appels.

Les gens d’affaires de l’Asie et de l’Occident sont aussi très présents dans le paysage. Ford, Hyundai et Nokia y ont des usines et beaucoup d’autres compagnies étrangères veulent profiter du boom économique indien en s’y installant. « Mais quel message leur envoie-t-on en fermant

les bars à minuit ? Certainement pas que Madras est une mégapole des affaires », lance Ajay Jayraj, le jeune assistant DJ du Dublin.

Mais il suffit de quelques soirées dans les boîtes de Madras pour voir que le couvre-feu n’empêche personne de faire la fête. Dans une discothèque baptisée Speed et arborant des décorations sur le thème de la Formule 1, les fêtards continuent à danser même si les lumières sont allumées par précaution.

Non loin de là, chez Sparks, la piste de danse est encore vide à 23 h quand DJ Sanjay prend les commandes. Il promet trois bonnes heures de transe à ses fans. Et la fermeture à minuit ? « La boîte a de bonnes relations avec la police », se contente d’expliquer Surya, habituée de l’endroit.

Vêtue d’un jean taille basse et d’une camisole sexy, la jeune femme de 20 ans est le cauchemar vivant des traditionalistes de Madras. Elle se laisse emporter par la musique techno, un verre de vodka-litchi à la main.

Malgré une autre règle qui empêche les jeunes hommes célibataires d’entrer dans les boîtes de nuit sans compagne, Surya est visiblement minoritaire sur la piste de danse enfumée de Sparks. Le rapport homme-femme est de cinq pour un. « Toute la mauvaise publicité des boîtes de nuit n’a pas aidé. Beaucoup de familles ne veulent pas que les jeunes femmes célibataires sortent dans les bars », explique l’universitaire en roulant ses grands yeux bruns.

Bangalore et Bombay se couchent tôt

Madras n’est pas la seule ville indienne à avoir imposé des règles strictes à ses boîtes de nuit. Même Bombay, la plus cosmopolite des villes du sous-continent, qui, jusqu’à tout récemment, se targuait d’être l’autre « ville qui ne dort jamais », ferme ses bars vers minuit, 1 h du matin.

Même chose à Bangalore. La Silicon Valley indienne roule ses trottoirs à 11 h 30. Dans ces deux villes en pleine explosion démographique et économique, les mêmes raisons sont invoquées. « Mais si la vieille génération pense que nous allons rester sage-ment à la maison, elle se trompe », dit en riant un ami de Surya. Il est 3 h du matin quand les deux jeunes quittent Sparks. Avec des amis, ils iront finir la nuit dans une fête privée que la police aura bien du mal à interrompre.

MAZDA PRÉSIDENT



CX-7
GS 2007

399\$
par mois*

CAMIONNETTE ET UTILITAIRE SPORT DE L'ANNÉE
PREMIER DE CLASSE DE SA CATÉGORIE
Le Guide de l'auto 2007



mazda 3
GX 2007

189\$
par mois*

NOUVEAU Freins avec ABS sur tous les modèles et coussins gonflables frontaux, latéraux et rideaux gonflables de série!

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

MAZDA GABRIEL



mazda 6
GS 2007

289\$
par mois*





7050 Henri Bourassa Est
Anjou
www.mazdapresident.com
(514) 328-7777



5333, Saint-Jacques Ouest
Montréal (Coin Décarie)
www.mazdagabriel.com
(514) 484-7777

* Taxes en sus. Mensualité pour une location de 48 mois avec allocation de 20 000 km par an sur Mazda 3 GX 2007 avec acompte de 2595\$, Mazda 6 berline GS 2007 avec acompte de 2625\$ et Mazda CX-7 GS 2007 avec acompte de 3850\$. Quantité limitée sur les modèles 2006. Modèles peuvent différer des illustrations. Détails chez Mazda Président et Mazda Gabriel.

343372A

Membres des concessionnaires Gabriel.
Un groupe, une force!

LE TOUR DU GLOBE

MEXIQUE
La police fédérale à Oaxaca

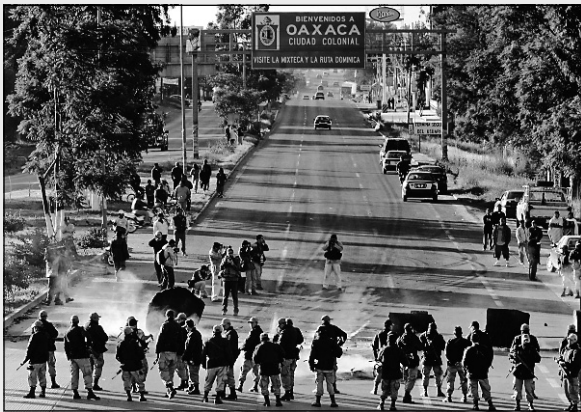


PHOTO MARIO VASQUEZ, AFP

La police fédérale du Mexique a pris d'assaut le centre-ville d'Oaxaca hier, rencontrant une résistance mitigée des manifestants.

Des milliers de policiers fédéraux ont pris petit à petit hier le contrôle d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, sans rencontrer de forte résistance de la part des manifestants qui bloquaient une partie de la ville depuis plusieurs mois. L'intervention des forces fédérales a débuté peu avant 9 h et vers 16 h 30, les policiers avaient pris position dans le centre de la ville, bastion de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), qui regroupe la majorité des 70 000 enseignants en grève depuis mai et des organisations sociales participant au mouvement de protestation. Les manifestants ont retiré les bâches et les tentes du Zocalo, la place centrale de la ville, abandonnant le périmètre qu'ils contrôlaient depuis le 22 mai. « La police est sur le Zocalo. Il n'y a pas eu d'incident », s'est réjoui le gouverneur de l'État d'Oaxaca, Ulises Ruiz, dont les manifestants réclament la démission. Ils l'accusent de corruption et de répression policière. d'après AFP

SRI LANKA
Échec des négos de Genève

Les pourparlers entre le gouvernement du Sri Lanka et les rebelles tamouls ont échoué hier à Genève sans que les protagonistes puissent même convenir d'une date pour reprendre leurs discussions, alors que la violence continuait à faire rage sur le terrain. « Aucun accord n'a été obtenu sur les questions humanitaires ou sur une prochaine date pour des discussions », a annoncé le médiateur norvégien, Erik Solheim, lors d'une conférence de presse à l'issue de deux journées de difficiles tractations. Les belligérants se sont contentés de réaffirmer leur attachement à une trêve conclue en 2002, mais qui n'a pas empêché la violence de redoubler d'intensité ces derniers mois. « Les deux parties ont réitéré leur attachement à l'accord de cessez-le-feu et promis de ne pas lancer d'offensives militaires », a indiqué M. Solheim. d'après AFP

ISRAËL
Le président refuse de partir

Le président israélien Moshé Katzav, soupçonné de viols et de harcèlement sexuel, a annoncé hier soir dans un communiqué qu'il refusait dans l'immédiat de se démettre de ses fonctions, comme l'a recommandé le Procureur général de l'État d'Israël. « Je suis victime d'une basse campagne de calomnies et il ne faut pas laisser un lynchage médiatique porter atteinte à l'enquête en cours. J'ai l'intention de me battre jusqu'au bout pour prouver mon innocence », a déclaré M. Katzav. Il a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de démissionner « à ce stade », ajoutant qu'il voulait « attendre la décision » sur son éventuelle inculpation du conseiller juridique du gouvernement, Menahem Mazouz, qui fait également office de procureur général. M. Mazouz, qui doit décider de l'éventuelle inculpation de M. Katzav, lui avait suggéré hier de se démettre provisoirement de ses fonctions. d'après AFP

BULGARIE
Le président sortant réélu

Le nationaliste Volen Siderov a concédé hier soir sa défaite lors du second tour de l'élection présidentielle auquel il était opposé au président sortant Georgi Parvanov, un Européen convaincu. Ce dernier était donné favori. Un sondage réalisé à la sortie des urnes par le Centre national de recherche sur l'opinion publique créditait M. Parvanov de 77,3 % des suffrages, contre 22,7 % à M. Volen Siderov. La participation était estimée à environ 41 %. Plus de six millions de Bulgares étaient appelés aux urnes. Les résultats officiels sont attendus aujourd'hui, mais M. Siderov a concédé sa défaite après l'annonce des premiers résultats des sondages à la sortie des urnes. d'après AP

SERBIE
Oui au contrôle du Kosovo

La Serbie a approuvé de justesse hier par référendum une nouvelle Constitution affirmant sa souveraineté sur le Kosovo, après de pressants appels des autorités pour que les électeurs se mobilisent. La Constitution a été approuvée par 51,6 % des électeurs inscrits avec une participation de 53,5 %, selon une estimation du Centre pour les élections libres et la démocratie (CESID), un organisme indépendant, agréé par l'État pour surveiller le déroulement du scrutin. Pour entrer en vigueur elle devait être approuvée par plus de 50 % des électeurs inscrits. d'après AFP

Le défi de Lula : le bond vers le statut de pays « développé »

JEAN-CLAUDE BOKSENBAUM
AGENCE FRANCE-PRESSE

RIO DE JANEIRO — Réélu triomphalement hier, le président Luiz Inacio Lula da Silva va être confronté lors de son prochain mandat au défi de la relance de la croissance du Brésil pour pouvoir continuer à mener une politique d'abordant « la préférence aux pauvres »

Pour mener à bien ce défi économique, le président réélu entend s'atteler au défi politique de mise en place d'alliances politiques plus solides que lors du mandat précédent tout en procédant à une profonde rénovation de son Parti des travailleurs (PT).

Lors de son discours de remerciement aux électeurs hier soir, le président a souligné que les « bases étaient jetées pour que le Brésil connaisse un saut qualitatif extraordinaire ». Il s'est dit certain que le Brésil atteindrait « un niveau de développement qui le placerait parmi les pays développés ».

Selon l'analyste politique de la Fondation Getulio Vargas, Maria Celina d'Araujo, l'année qui vient risque cependant d'être difficile pour le gouvernement sur le plan économique.

« Le Brésil est confronté à un problème grave de déficit public et le gouvernement va devoir opérer des coupes dans les dépenses de l'État après une année électorale de grosses dépenses ».

Mais si le gouvernement coupe dans les dépenses, « il va investir moins ». « Le défi donc est de donner la priorité à la croissance tout en contrôlant le déficit public », a-t-elle dit à l'AFP.

L'un des leaders de la campagne victorieuse de Lula, Tarso Genro, ministre des Relations institutionnelles, a commencé à donner une réponse à cette question en annonçant une mutation de la politique orthodoxe menée jusqu'à présent par le gouvernement brésilien, et marquée notamment par des taux d'intérêts réels les plus élevés du monde, un frein à l'investissement.

« Les bas indices de croissance économique et la préoccupation névrotique de l'inflation, sans penser à la distribution du revenu et à la croissance, c'est terminé », a assuré Tarso Genro.

« L'ère Palocci a pris fin au Brésil », a-t-il dit en référence à Antonio Palocci, ministre des Finances jusqu'en mars 2006 et qui avait appliqué une politique budgétaire drastique pour le contrôle de l'inflation.

« Nous allons combiner des objectifs d'inflation avec des objectifs de croissance. En 2007, le Brésil va croître de 5 % », a assuré Genro.

Pour atteindre ces objectifs, Lula dispose de nouveaux atouts sur le plan politique. À la différence de son mandat précédent, la majorité des puissants gouverneurs des 27 États fédérés du Brésil, lui sont favorables.

Au Parlement, la situation est moins simple. Lula devrait avoir une majorité à la Chambre des députés mais pas au Sénat.

« Nous allons tisser toutes les alliances nécessaires pour pouvoir travailler dans la tranquillité et voter les grands projets dont le Brésil a besoin », a

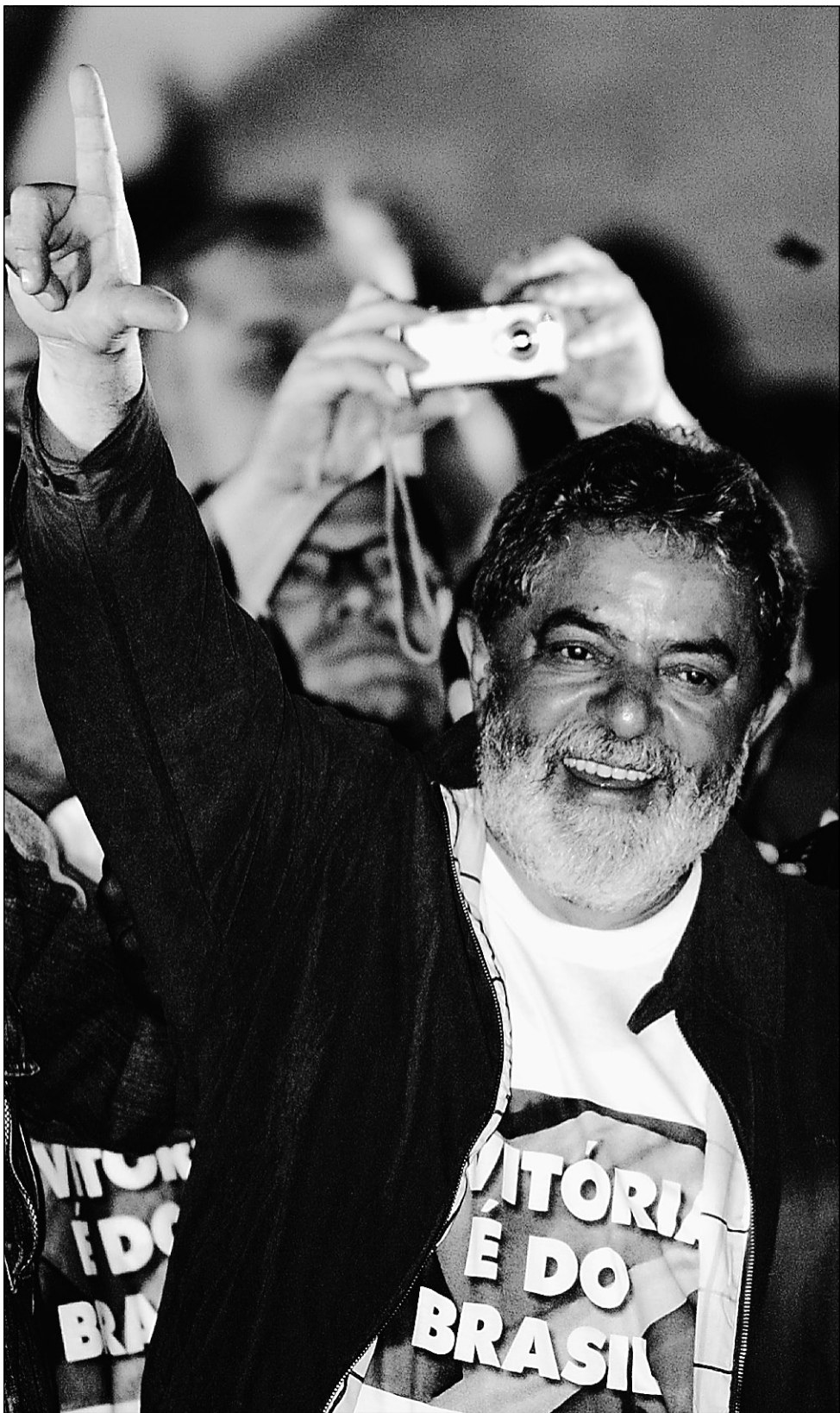


PHOTO PAULO WHITAKER, REUTERS

Le président du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, triomphalement réélu hier, s'est adressé en soirée à une foule de partisans rassemblés à São Paulo.

annoncé Lula hier. « Je veux, par dessus tout, converser avec les partis politiques, l'opposition, les gouverneurs ».

Le premier mandat a été jalonné de scandales de corruption, dont beaucoup avaient pour origine la nécessité pour le gouvernement de se forger une majorité, mais qui ont fini par frapper de plein fouet son Parti des travailleurs (PT).

Pour Maria Celina D'Araujo, ces affaires vont continuer de peser sur le second mandat et « les enquêtes en cours vont continuer à avoir un impact sur le gouvernement ».

Lula a l'intention d'aborder de front, dès la semaine prochaine, la question de la rénovation du PT, décapité à deux reprises par les scandales.

« Nous n'avons plus dorénavant le droit moral, ethnique et politique de commettre des erreurs.

« Quand on parle du PT on ne parle pas de la direction du PT, mais des millions de militants. Le PT n'est pas un simple parti, mais l'institution de la politique de ce pays », a lancé Lula hier soir aux milliers de militants réunis au centre de São Paulo pour fêter la victoire.

Congo : l'incertitude survit au vote

JOONEED KHAN

Les Congolais étaient conviés hier en RDC à élire un chef d'État dans un effort désespéré pour mettre fin à la guerre et au pillage de leurs ressources, mais l'incertitude totale planait sur l'avenir du pays après que sera connu le résultat définitif de ce 2^e tour de la présidentielle.

Des pluies diluviennes et des incidents meurtriers ont ajouté aux suspicions multiples pour atténuer la participation à ce scrutin, qui s'est déroulé sous la surveillance de quelque 20 000 soldats de l'ONU et de l'Union européenne.

« Ça semble bien se dérouler jusqu'ici », a dit l'ex-premier ministre du Canada Joe Clark, chef des observateurs du Centre Carter des États-Unis. Mais il a admis que l'annonce des résultats pourrait déclencher des violences.

Assemblées provinciales

Les 25 millions d'électeurs inscrits étaient appelés en même temps à désigner leurs assemblées provinciales.

Reflétant l'optimisme des observateurs occidentaux, la CÉI (Commission

électorale indépendante) s'est félicitée de ce que le vote « se soit déroulé normalement sur l'ensemble du territoire national ».

La CEI a fait état d'« incidents localisés » dans les provinces de Katanga, Nord-Kivu et Bandundu. Dans l'Équateur, province d'origine de Jean-Pierre Bemba, vice-président sortant qui affrontait le président sortant Joseph Kabila, la CEI parle de pillage de bureaux de vote.

Mais, souligne-t-elle, « le bureau de vote se transforme automatiquement en bureau de dépouillement sans interruption ».

L'ancien premier ministre canadien Joe Clark, chef des observateurs du Centre Carter des États-Unis, a commenté à la mi-journée : « Ça semble bien se dérouler jusqu'ici. » Mais il a admis que l'annonce des résultats pourrait déclencher des violences.

De son côté, Anneke van Woudenberg, observatrice de l'organisation Human Rights Watch (HRW), rapportait que des troupes gouvernementales avaient empêché 25 000 personnes de voter en installant des barrages et en

exigeant un droit de passage en argent.

« Le bas niveau de participation est un mauvais signe », a déclaré Kudra Katembo, 21 ans, un étudiant de Kisan-gani. « On ne peut rien prévoir, chacun des candidats a ses propres milices », a affirmé Alain Matu, 34 ans, un enseignant de Kinshasa. « Ici, tout le monde voulait voter en masse pour Kabila » a indiqué Léopold Musafiri, 39 ans, un économiste de Bukavu.

Leaders perçus comme seigneurs de guerre

Kabila et Bemba sont perçus tous deux comme des seigneurs de guerre, le premier ayant servi dans la rébellion pro-rwandaise de son père qui renversa la dictature de Mobutu en 1996, le second s'étant soulevé contre Kabila père avec l'aide de l'Ouganda en 1998.

Kabila, qui parle l'anglais et le swahili, s'est taillé une base électorale dans l'est du pays, alors que Bemba, qui parle français et lingala, est plus populaire à Kinshasa et dans l'ouest du pays. La campagne pour le second tour a été émaillée d'incidents violents, Bemba ayant été attaqué chez lui et ses stations de radio et de télévision ayant été détruites.

Plus grave, l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), parti historique ayant lutté contre Mobutu et œuvré pour la démocratisation, a boycotté tout le processus, le qualifiant de « chaos programmé par la communauté internationale ».

Des loubards incendient un bus à Marseille

MARSEILLE

Suite de la page A1

Ils auraient ensuite réussi à forcer les portes à son retour au même endroit, répandant un liquide inflammable et l'allumant sans donner le temps de descendre à la dizaine de passagers du véhicule.

Une demi-douzaine d'autres autobus ont été brûlés au cours de la semaine, la plupart dans les banlieues parisiennes. Personne n'a été blessé grièvement lors de ces incidents, les agresseurs ayant, dans chaque cas, sommé au préalable les passagers de descendre.

L'agression survenue à Marseille a été dénoncée comme un « acte ignoble » par le président français. Jacques Chirac, qui a appelé la famille de la victime

pour lui offrir son soutien.

Le premier ministre Dominique de Villepin a déclaré que tout serait mis en œuvre « pour que les auteurs de ce crime soient interpellés dans les plus brefs délais ». Il a par ailleurs annoncé qu'une réunion sur la sécurité dans les transports publics aurait lieu aujourd'hui.

Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, qui avait fait déployer 4000 policiers de plus dans les banlieues au cours du week-end, a promis des renforts additionnels.

Les élus socialistes ont fustigé pour leur part le gouvernement, donnant une tournure politique à l'attaque. Le secrétaire général du parti, François Hollande, a déclaré que le ministre de l'Intérieur, candidat pressenti de la droite aux présidentielles de 2007, portait une responsabilité

importante dans les troubles en banlieue, notamment pour avoir « provoqué verbalement » un certain nombre de jeunes tout en « cassant » la police de proximité.

Les syndicats de policiers, qui multiplient les cris d'alarme depuis quelques semaines, allant jusqu'à parler de « guérilla urbaine » dans les banlieues, ont vigoureusement dénoncé l'agression survenue à Marseille, signe selon eux d'une dangereuse dérive.

Le secrétaire général du syndicat Alliance, Jean-Claude Delage, interrogé à la télévision, a indiqué qu'il fallait à tout prix arrêter « ces voyous qui n'hésitent pas à tuer pour se faire plaisir ».

« On ne s'en prend plus seulement aux forces de l'ordre, mais directement à la population »,

a déploré le porte-parole, qui réclame une réunion d'urgence de tous les intervenants concernés par la problématique des banlieues.

Le syndicat Action police CFTC a invité de son côté le ministre de l'Intérieur à démissionner, au motif « qu'il n'est plus en mesure d'assurer de manière acceptable la sécurité des personnes et des biens ».

« Les émeutiers veulent marquer par cet acte leur supériorité et leur victoire sur la République, qui s'est couchée face à des criminels qui ridiculisent l'État et terrorisent la population calfeutrée chez elle », a affirmé le secrétaire général du syndicat, Michel Theoris, proche de la droite nationaliste.

La veille, les autorités policières avaient signalé une nuit «relativement calme» dans les

banlieues, malgré deux nouvelles attaques contre des autobus et des dizaines de voitures brûlées.

Plusieurs centaines de personnes avaient manifesté vendredi dans le calme à Clichy-sous-Bois pour commémorer la mort, le 27 octobre 2005, de deux jeunes qui s'étaient cachés dans un transformateur pour échapper à la police. Cet incident avait entraîné des émeutes qui s'étaient rapidement répandues dans la plupart des grandes villes du pays, pour se résorber au bout de trois semaines. Au total, plus de 220 bâtiments publics et 10 000 véhicules avaient été brûlés.

Au plus fort de la crise, 1400 véhicules avaient été détruits en une seule nuit dans l'ensemble du territoire. On en compte aujourd'hui entre 70 et 100 dans une nuit « normale ».

Avec l'Agence France-Presse

Lula triomphe et promet d'aider les pauvres

LULA

Suite de la page A1

Dès l'annonce des résultats, plusieurs milliers de partisans de Lula ont commencé à faire la fête sur l'avenue Paulista, principale artère de São Paulo. Au son des percussions, les refrains de la campagne électorale – « Olé, olé, olé, ola, Lula, Lula » et « Lula de nouveau avec la force du peuple » – résonnaient au milieu d'un concert de klaxons.

Lula obtient un score proche de celui qu'il avait obtenu en 2002 lors de sa première élection à la présidence (61,2 %) contre un autre membre du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), José Serra, gouverneur élu de l'État de São Paulo.

Le 1^{er} octobre, l'ancien ouvrier métallurgiste et dirigeant syndi-

cal, devenu président en 2002, avait manqué de justesse la réélection au premier tour. Il avait obtenu 48,6 % des voix, contre 41,6 % à M. Alckmin. Ce ballottage surprise avait été provoqué par le scandale de l'achat d'un dossier anti-opposition par son

face télévisés qui ont opposé les deux concurrents.

Geraldo Alckmin a concentré ses attaques sur les scandales de corruption du mandat de Lula et dénoncé la faible croissance économique du Brésil face aux autres pays émergents.

la hausse du salaire minimum et l'extension des programmes d'aide sociale. Il a accusé son adversaire de mettre l'emploi en péril par des projets de diminutions draconiennes des dépenses de l'État et de vouloir remettre en cause le programme « Bourse

à mettre son adversaire sur la défensive.

L'impact négatif du scandale du «Dossiergate» sur le candidat Lula a perdu de la force faute de nouvel élément dans l'enquête. La police fédérale n'a pas beaucoup avancé sur l'origine des 800 000\$ trouvés en possession de deux proches du PT et destinés à payer un prétendu dossier anti-opposition.

Ce scandale fait l'objet d'une requête en annulation de la candidature de Lula, déposée par l'opposition devant la justice électorale. Mais la légitimité acquise par Lula dans les urnes rend politiquement improbable une telle issue.

Le défi de Lula en page A17

SUBARU • BEAU TEMPS MAUVAIS TEMPS

Les modèles Subaru 2007 à traction intégrale s'installent sur les routes du Québec.

Prévisions à court terme

LOUEZ À PARTIR DE

319\$*

taxes en sus

FORESTER 2.5X 2007

TAUX DE LOCATION

3,8%
/ 48 MOIS

Meilleur choix en sécurité pour les essais de collision frontale, d'impact latéral et de collision arrière. (Insurance Institute of Highway Safety)*

Cote de sécurité 5 étoiles pour les essais de collision*
(National Highway Traffic Safety Administration)

Les fabricants de la traction intégrale

Prévisions à court terme

LOUEZ À PARTIR DE

259\$**

taxes en sus

IMPREZA 2.5i berline 2007

TAUX DE LOCATION

3,8%
/ 48 MOIS

Meilleur choix en sécurité, cote 0+
(Insurance Institute for Highway Safety)

Prévisions à court terme

LOUEZ À PARTIR DE

269\$***

taxes en sus

IMPREZA 2.5i sport familiale 2007

TAUX DE LOCATION

3,8%
/ 48 MOIS

Meilleur choix en sécurité, cote 0+
(Insurance Institute for Highway Safety)

B9 TRIBECA

OUTBACK

IMPREZA

LEGACY

FORESTER

SUBARU SAINT-HYACINTHE
SAINT-HYACINTHE
CARREFOUR SUBARU AUTO
SAINTE-ROSE, LAVAL

SUBARU AUTO CENTRE
MONTREAL
SUBARU RIVE-SUD
GREENFIELD PARK

SUBARU REPENTIGNY
REPENTIGNY
SUBARU DE LAVAL
ADM AUTOMOBILES

LACHUTE SUBARU
BROWNSBURG
SUBARU SAINT-JÉRÔME
SAINT-JÉRÔME

SUBARU SAINTE-AGATHE
SAINTE-AGATHE DES-MONTS
SUBARU DES SOURCES
DOLLARD DES ORMEAUX

JOLIETTE SUBARU
JOLIETTE
JOHN SCOTTI SUBARU
SAINT-LEONARD

CONCEPT AUTOMOBILES
GRANBY

Traction intégrale

SUBARU

www.subaru.ca

343-022A

343-080

Pour le modèle Forester 2.5X 2007 5 vitesses (7.1X) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 4 310,75 \$ (taxes incluses). Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. ** Pour le modèle Impreza 2.5i berline 2007 5 vitesses (7.1X) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 3 889,60 \$ (taxes incluses). Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. *** Pour le modèle Impreza 2.5i sport familiale 2007 5 vitesses (7.1X) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 3 889,60 \$ (taxes incluses). Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. * Résultats pour les modèles 2006 de Subaru. La cote de résistance aux impacts du gouvernement fait partie du programme d'évaluation des véhicules neufs de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) (www.safercar.gov). La cote de résistance aux impacts 5 étoiles du gouvernement est la plus élevée attribuée pour les essais de collision frontale à 31 mph et aux collisions latérales à 20 mph, tous les détails sur www.nhtsa.org. Photo: Philou.

ÉDITORIAL

Cessez de tuer,
s'il vous plaît...



Les manifestations de same-di contre la présence mili-taire canadienne en Af-ghanistan ont été un échec. Une vingtaine de person-nes sont descendues dans la rue à Québec, 75 à Edmonton, 200 à Halifax, 500 à Montréal. C'est d'autant plus étonnant que les sondages révèlent que les Cana-diens n'ont pas énormément de sympathie pour cette opération de leurs Forces armées, qui ont actuellement 2500 hommes et femmes sur le terrain.

Explication, donc ? Le mau-vais temps, bien sûr. Mais il se peut aussi que, chez bien des

L'OTAN doit, non pas retirer ses soldats de l'Afghanistan, mais en augmenter le nombre.

gens, l'indifférence l'emporte. Ou que certains soupçonnent chez les grands ténors du bon vieux pacifisme à papa ou bien des motivations de nature idéo-logique, ou bien une sidérale naïveté.

Ou les deux, peut-être.

Car il est clair que l'OTAN —dont le Canada— doit non pas retirer ses soldats de l'Af-ghanistan, mais au contraire en augmenter le nombre de façon importante.

Il est lassant d'avoir à le rappe-ler, mais allons-y tout de même. L'opération afghane, placée sous mandat international, a été dé-clenchée parce que de ce pays ont été téléguidées de sévères at-taques contre l'Occident. Et par-ce que ce pays vivait sous la cou-pe du pire régime qui ait sévi sur cette terre depuis un demi-siècle, dur en particulier pour les fem-

mes et les enfants. Abandonner l'Afghanistan à son sort — car c'est bien cela, au fond, que nos grands humanistes prônent —se-rait criminel.

Au surplus, les arguments avancés sont indigents. Laisser la place aux ONG loca-les, au peuple afghan lui-même, à la seule reconstruction, est une insondable lubie. Là-bas, des hommes brûlent les écoles. As-sassinent les travailleurs huma-nitaires. Pourchassent les ensei-gnants. On les prie respectueusement de cesser, s'il vous plaît ?

Affirmer que rien n'a changé en Afghanistan est faux. Ça n'avan-ce pas assez vite ? D'accord. Mais on s'attendait à quoi, à fa-briquer un clone de la Suède en 60 mois ?

Ultime accusation : le Canada y fait le « jeu des Américains ». Or, nous faisons aussi ce « jeu » en commerçant avec eux et en entretenant une démocratie saine à leurs portes... Il faudrait cesser cela aussi ? L'Afgha-nistan n'est pas l'Irak : les États-Unis n'y ont que l'in-térêt de la sécurité. Cepen-dant, parlant d'intérêt, le collectif Échec à la guerre, organisateur du fiasco de samedi, s'est donné une plateforme où il est *uniquement* question de lutter contre « la do-mination militaire des États-Unis » (agoci.qc.ca/ceg/plateforme.htm)... ceci expli-quant cela, peut-être ? Sinon, pourquoi ne pas manifester aussi devant l'ambassade de l'État sou-danais, qui téléguide actuellement un génocide au Darfour ?

Dernier point — le plus dépri-mant.

Les soldats canadiens devraient se limiter à des missions « de paix » au sens conventionnel. Alors, aussi bien dissoudre l'ar-mée : il n'y aura plus de telles missions. Ainsi, le jour où nos grands humanistes réclameront l'intervention des Forces cana-diennes au... Soudan, par exem-ple, il faudra qu'ils nous expli-quent comment on stoppera les milices qui brûlent et assassinent sous la protection de l'État.

En les priant respectueusement de cesser, s'il vous plaît ?

BOÎTE AUX LETTRES

En rire ou en pleurer ?

Les traductions de l'anglais au français nous surprennent souvent. En voici une superbe qui nous amène à nous demander s'il faut en rire ou en pleurer. Chez Wal-Mart, à Sainte-Dorothée, dans le rayon des articles de pêche et de chasse, on nous offre une petite scsie pour débiter le gibier. Dans le mode d'emploi, on trouve, entre autres, ceci en anglais : « Dish-washer safe » que l'on pourrait logi-quement traduire par quelque chose comme « lavable au lave-vais-selle ». Mais la traduction française donne plutôt ceci : « Coffre-fort pour lave-vaisselle ». Je vous jure que c'est vrai. Dans le même dé-partement, un autre article destiné aux chasseurs de « wild game », ce qui veut dire du gibier sauvage, devient par la grâce d'un autre traducteur, « du jeu sauvage ». Moi, je ne suis plus capable d'en ri-re.

Jean Mondor
Chomedey

La paix S.V.P. !

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec le placement de produits dans les séries télé. Je crois que l'État subventionne suffisamment la production des séries pour nous éviter de voir des shampooings, des barres tendres et des boîtes de poulet St-Hubert. Les séries télé sont truffées de périodes de trois minutes de « pub » au moins quatre fois à l'heure et c'est déjà assez. Peut-on avoir un peu la paix durant au moins une heure ou deux ? Ce n'est pas un hasard que les séries DVD vendues ou louées soient aussi populaires. On nous prend pour des publisacs ou pour des idiots !

Pierre Francoeur

De l'hypocrisie ?

Quelle hypocrite, cet ancien premier ministre du Canada, Jean Chrétien, qui a tout fait pour bousiller l'Accord du lac Meech, une entente qui nous assurait la paix constitutionnelle pendant très longtemps et entreprenait une démarche certaine vers un renouvellement de notre Constitution. Monsieur Chrétien nous revient sur la scène politique en disant qu'il en a ras le bol des discussions constitutionnelles, lui qui nous a légué très peu à ce niveau et qui est venu si près de mettre fin à notre pays en 1995. C'est bien cette arrogance et grande hypocrisie qui auront caractérisé ses années au 24 Sussex, après s'être assuré d'abattre les efforts très honorables de Robert Bourassa, David Petterson, Joe Ghiz, Lucien Bouchard et Brian Mulroney pour ratifier Meech. Tous des leaders qui comprenaient bien l'importance de la réintégration du Québec dans la famille constitutionnelle avec honneur et enthousiasme. Les seuls au pays qui se réjouissent de telles sorties de monsieur Chrétien sont Clyde Wells, Frank McKenna et Sharon Carstairs. Dommage...

Richard Morgan
LaSalle



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

La roulette russe

Seuls les indépendantistes peuvent sortir gagnants du débat sur la reconnaissance constitutionnelle de la nation québécoise

JACQUES SAADA



L'auteur est président de la campagne de Bob Rae au Québec

Parfois on connaît les choses par les livres, parfois on les connaît par la vie.

C'est par la vie que Bob Rae connaît le Québec.

Sa vie politique a été marquée de sa compréhension du Qué-bec et de ses efforts pour en faire reconnaître l'unicité ou la spécificité, dans l'intérêt du Québec et du Canada tout entier. Est-il besoin de rappeler son appui à Meech et à Charlot-tetown, son travail aux côtés de Robert Bourassa ? Le 24 juin dernier, pendant le défilé de la Saint-Jean à Gatineau, un jour-naliste de Radio-Canada lui de-mande : « Le Québec est-il une nation ? » Cohérent par rapport à son passé, il répond très sim-plement « oui ». Pour lui, c'est tout simplement naturel. L'as-ssemblée législative du Québec s'appelle bien l'Assemblée na-tionale depuis des décennies...

L'un de ses adversaires dans la course à la direction du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, adopte la même position. Je ne connais d'ailleurs pas beaucoup de fédéralistes québécois qui n'aspirent pas à cette reconnaissance. Mais M. Ignatieff va plus loin et déclare qu'il s'engage à rouvrir la constitution. Cela peut paraître très attirant au Québec... à court terme. Cela peut se révé-ler désastreux à moyen et long terme, pour trois raisons qui transcendent les questions rela-tives à la course à la direction du parti.

Satisfaire personne

1) Puisque de l'aveu de M. Ignatieff lui-même, il n'est pas question que cette reconnais-sance se traduise par une redis-tribution des pouvoirs, elle ne pourra à terme satisfaire per-sonne. Autrement dit, les vieil-les divisions, les vieilles mé-fiances seront réveillées, de façon gratuite, sans aucun avantage pour quiconque, sauf pour les indépendantistes. Ce n'est donc pas surprenant que

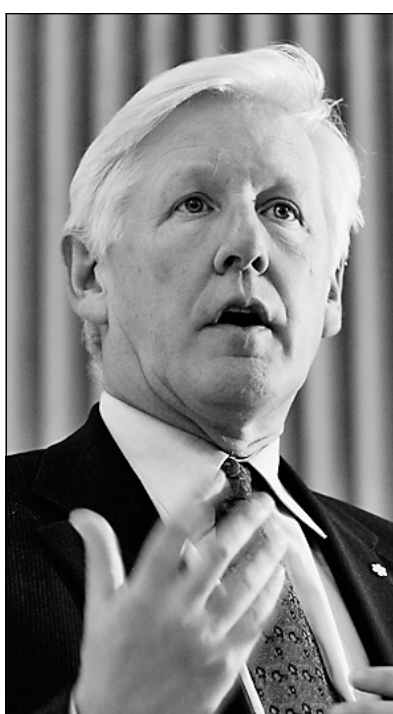


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Bob Rae

Le défi de Bob Rae est maintenant de réconcilier un parti déjà en voie de se déchirer à nouveau.

Bernard Landry appuie la posi-tion de M. Ignatieff.

2) Tout amendement constitu-tionnel doit faire l'objet d'un processus de ratification extrê-mement complexe. Plusieurs provinces doivent par exemple tenir un référendum sur les amendements proposés. Or la popularité des dirigeants poli-tiques dicte souvent l'appui po-pulaire à leurs propositions. Minimiser les risques d'échec relève donc de la haute voltige. Et en cas d'échec, on ne dira pas que c'est parce que le pre-mier ministre de telle ou telle province n'était pas populaire. On dira que c'est une preuve de plus que le Canada rejette le Québec. C'est un film que nous avons déjà vu. Il est regrettable que certains l'aient manqué. Les gagnants d'un tel échec se-raient encore une fois les indé-pendantistes.

3) Une fois de plus, un diri-

geant fédéral s'approprierait d'un problème qu'il aura lui-même créé, tout en sachant per-tinemment que, seul, il n'a pas les pouvoirs décisionnels pour le régler. À l'instigation de M. Charest, les provinces ont con-venu de créer le Conseil de la fédération, qui fait oeuvre émi-nemment utile. On se rappeller-a par exemple son travail sur le besoin de rétablir l'équilibre fiscal. Bob Rae a d'ailleurs fait certaines propositions très con-crètes à cet égard.

Mais à ma connaissance, le Conseil n'a jamais demandé de rouvrir les discussions consti-tutionnelles sur la reconnais-sance du Québec, et encore moins décidé qu'il s'agissait d'une priorité. Si les provinces et territoires ne s'entendent pas sur ces questions, que diable ferions-nous dans cette galère ? Qui gagnerait dans ce constat d'échec ? Encore une fois les indépendantistes.

La voix de la raison

Ayons donc la sagesse de tirer les enseignements de notre his-toire. Ne jouons pas à la roulet-te russe avec notre parti et notre pays. Le défi de M. Rae est donc maintenant de réconcilier un parti déjà en voie de se dé-chirer à nouveau ; de faire en-tendre la voix de la raison et de la compréhension des enjeux ; de désamorcer une bombe poli-tique dont nous aurions fran-chement pu nous passer. Le dé-fi de Bob Rae sera d'expliquer que la reconnaissance du Qué-bec devra un jour se faire, parce qu'il y a des limites à ne pas re-connaître l'évidence, et qu'il est normal que le reste du Ca-nada puisse vouloir se familia-riser avec les termes de cette re-connaissance et qu'il y a oeuvre pédagogique à faire. Mais qu'il n'est pas question de se relan-cer sur les rochers meurtriers du débat constitutionnel. En tout cela, Bob Rae est éminem-ment crédible.

Et nos militants devront aussi faire leur part. Ils devront choi-sir entre un candidat qui, se lançant sur une route qu'il ne connaît pas, veut y tester son bolide, et un autre qui connais-sant la route, sait quand accélérer ou ralentir pour éviter les risques de dérapage. Ils de-vront évaluer lequel des deux sera le plus à même de les mener à bon port.

Loin du verglas...



PIERRE-PAUL GAGNÉ

Dans les semaines qui ont suivi le lancement du manifeste *Pour un Québec lucide*, il y a un an, plusieurs estiment que Lucien Bouchard a longtemps hésité quant à un possible retour en politique active.

Galvanisé par l'intérêt à l'égard du manifeste, qui défraya la chronique pendant plusieurs semaines, et convaincu qu'il pourrait encore contribuer de façon majeure au progrès de la société québécoise, l'ancien premier ministre aurait sérieusement réfléchi à son avenir. Un an plus tard, on comprend mieux pourquoi il a bien fait de résister aux appels de ceux qui le pressaient de revenir aux affaires.

Une foule de réactions négatives, dont beaucoup franchement hostiles, à sa récente prise de position invitant les Québécois à s'investir davantage dans leur travail afin d'améliorer la productivité du Québec, et donc la richesse collective, montrent bien que son message ne passe plus nécessairement comme il y a 10 ans.

> « Pourquoi ces déclarations qui sèment la confusion et jettent du discrédit sur un bon nombre de travailleurs et sur le Québec tout entier ? Depuis son retrait de la vie politique, l'homme a bien changé, son jugement aussi. Difficile de reconnaître chez lui la rigueur et la sagesse auxquelles il nous avait habitués. » (Jacques Lamarche, La Prairie)

> « En analysant le cheminement politique de l'ex-premier ministre et sa fin abrupte, le simple citoyen peut se demander ce qui est préférable : un présumé paresseux fidèle à son poste ou un moralisateur qui jette l'éponge à mi-mandat quand les conditions gagnantes lui font défaut. » (Olivier Kaestlé, Trois-Rivières)

> « Monsieur Bouchard, votre discours actuel résonne davantage comme celui d'un grand financier, soucieux de profit et de productivité à tout prix, que comme celui de porte-étendard de notre différence, ce que vous étiez jadis. » (Michel Le-compte, Pointe-Calumet)

> « Que se passe-t-il ? La Ville de Miami serait-elle atteinte d'immobilisme ? Des « groupes » y ont bloqué le projet du Cirque du Soleil. Vite « Lucien et ses Lucides » ! Il faudrait faire une sortie et aider cette pauvre ville à se tirer des griffes des gens qui posent des questions. » (Jean-Pierre Corbeil, Montréal)

> « La population veille au grain. Elle n'est pas découragée, mais en attente d'un vrai défi à la hauteur de ses aspirations, avec un leader engagé et tenace, qui ne se défilera pas devant le premier obstacle. » (Raymond Turenne, Prévost)

> « Travail-famille-patrie. Je suis de plus en plus incapable de supporter le discours passéiste et condescendant de cet homme. S'il était vraiment lucide, il se serait rendu compte que nous ne sommes plus en 1950. » (Daniel Breton, Montréal)

Bien sûr, ces points de vue ne sont pas unanimes. Lucien Bouchard peut encore compter sur une bonne base de Québécois qui continuent à lui vouer une confiance quasi aveugle, comme aux beaux jours du référendum de 1995 et de la crise du verglas. Mais, depuis deux semaines, notamment à la lecture des courriels reçus à *La Presse* à la suite de sa dernière sortie, on constate que cet appui n'est plus aussi large, loin de là, et que ceux qui ne croient plus en lui l'expriment avec beaucoup d'agressivité.

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cette attitude. À travers les courriels reçus, on note que le côté moralisateur et « père Fouettard » de l'ancien premier ministre déplaît à plusieurs. On voit aussi que n'existe plus le lien de confiance aveugle entre lui et la famille péquiste, à l'intérieur de laquelle beaucoup le perçoivent désormais comme un déserteur.

Il y a aussi le fait que, chez les jeunes, un tel discours va plutôt à contre-courant de leur souhait de consacrer davantage de temps à la famille et à leur bien-être personnel. Sans compter, également, que, plus ou moins consciemment, de tels propos heurtent le confort et l'indifférence des baby-boomers syndiqués qui, à quelques années de la retraite, ne veulent surtout pas entendre parler de remise en question de leur mode de vie et de leur façon de travailler.

Décidément, l'époque des conférences de presse quotidiennes, lors de la crise du verglas, où le courant passait si bien entre M. Bouchard et l'ensemble de la population, semble bel et bien révolue...



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

L'hélico de TVA est une source de pollution sonore pour des milliers de Montréalais, nous dit François Jauvin.

Un hélico dérangement

FRANÇOIS JAUVIN
L'auteur est un Montréalais.

Résidents de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, nous sommes de plus en plus régulièrement dérangés, ma conjointe et moi, par les survols de l'hélicoptère de la compagnie TVA, immatriculé C-GDSF. Quels qu'en soient les prétextes, il est incompréhensible de laisser ainsi le véhicule d'une compagnie privée polluer la qualité de sonore de centaines de milliers de résidents.

Ces survols fréquents nous réveillent régulièrement dès 6h le matin. Inutile de vous décrire les effets que cela peut avoir sur notre humeur et notre fatigue. Vous savez sans aucun doute que le bruit est devenu un véritable problème de santé publique, et qu'un seul survol est plus

dommageable pour le sommeil que le bruit continu d'une autoroute, même à 100 mètres d'une maison.

Or tout cela, pour quelles raisons ? Pour filmer un accident de voiture, observer la circulation et satisfaire ainsi la curiosité d'auditeurs ! Et si un jour toutes les compagnies de télévision achetaient un hélicoptère, accepteriez-vous que 15 hélicoptères survolent les quartiers habités pour des intérêts privés ?

Bien sûr, nous acceptons les survols des compagnies d'aviation depuis toujours. Mais cela sert des intérêts bien plus louables et universels. D'ailleurs, à ma connaissance, les vols à l'aéroport Pierre-Élliott-Trudeau sont interdits entre 23h et 7h. Comment expliquez-vous que cet hélicoptère — qui fait davantage de bruit qu'un gros porteur décollant pour l'Europe —

puisse voler en toute liberté entre 6h et 7h du matin alors que les avions sont toujours interdits de vol à l'aéroport Pierre-Élliott-Trudeau ?

J'aimerais donc beaucoup connaître les arguments juridiques qui pèsent en faveur d'un tel laisser-faire de la part de Transport Canada.

Récemment encore, à six juges contre un, la Cour suprême donnait raison à la Ville de Montréal d'avoir interdit la diffusion publique de musique par un club de danseuses, faisant primer la quiétude publique sur la « liberté d'expression » défendue par la Charte et les intérêts commerciaux. Elle qualifiait la pollution sonore de problème urgent contre lequel il fallait lutter.

Alors, comment a-t-on pu autoriser cette compagnie privée à nuire à autant de gens, pour si peu de bénéfices en retour ?

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

Des poètes pour le temps qu'il fait

Avec l'automne revenu, le temps qu'il fait touche autrement que de coutume. Et c'est par la littérature que souvent l'on apprend qu'il y a plus d'une manière de percevoir un ciel gris. J'aimerais tant pour passer l'hiver que ce soit des poètes qui, tous les matins, nous parlent avec sensibilité du temps qu'il fait plutôt que ces technocrates météorologues à la voix tonitruante qui nous poussent à croire qu'un amas de nuages n'est qu'une absence de soleil et dont on n'attend qu'une seule chose, c'est qu'il passe. Et la lumière d'ici, une des plus belles du monde, doit-on vraiment se résigner à ne se la faire servir qu'en clair-obscur ? Avec les poètes, peut-être verrions-nous apparaître des sourires même sous la pluie et les poètes eux-mêmes sortir des recueils pour faire leur entrée salulaire dans notre quotidien ? Confions donc un sujet aussi important pour notre humeur collective que le temps qu'il fait aux vrais spécialistes des nuances...

France Marcotte
Montréal

Une « porte facile »

La juge québécoise Danielle Côté vient de décréter que M. André Bergeron n'aura pas à purger de peine carcérale pour avoir tenté de tuer sa femme en l'asphyxiant parce qu'elle était atteinte de l'ataxie de Friedrich, en juillet 2005, « parce qu'il s'agissait clairement d'un geste d'amour ». Eh bien ! si le fait de tuer une personne malade ou handicapée est ainsi encouragé et valorisé par notre magistrature, n'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter pour toutes les pauvres personnes malades et handicapées, dont nous pourrions très facilement faire partie un jour ou l'autre, qui sont à la merci des autres ? Une personne constitue pour vous une charge et vous considérez qu'elle ruine votre existence et qu'elle devrait elle aussi considérer qu'elle ruine celle des autres ? Supprimez-la ! Et pouf, vos problèmes disparaissent. Soyons réalistes. Dans un monde de compressions budgétaires, la « porte facile » ne commence-t-elle pas déjà à être finement imposée ? Ne légalisons jamais une telle horreur. L'histoire nous a déjà montré jusqu'où ça peut aller.

Isabelle Bégin
Gatineau

Grave problème de société

Pendant que l'un s'en prend à sa famille avant de s'enlever la vie, l'autre assassine son ex-conjointe pour ensuite essayer de se suicider. Les événements des derniers jours démontrent à quel point l'homme est capable de violence, certes ! Par contre, je crois aussi que l'homme québécois souffre énormément, fait qui pourrait le pousser à agir ainsi, quoiqu'il n'en soit pas plus excusé. Présentement, le suicide est la première cause de mortalité chez les hommes de 15 à 29 ans. Peut-on seulement affirmer que les événements vus dans l'actualité sont aberrants et tourner la page ? Ce serait jouer à l'autruche de réagir ainsi plutôt que de voir la nouvelle réalité qui nous entoure : les hommes d'aujourd'hui auraient peut-être besoin d'aide ou de soutien. Nous faisons présentement face à un grave problème de société qui a de grandes répercussions et envers lequel il serait important d'agir le plus rapidement.

Audrey Perreault-Guité
Joliette

On a caché le « bonhomme » !

ANDRÉ CHRÉTIEN
L'auteur réside dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville.

Alors que l'administration Tremblay-Zampino tente par tous les moyens de renflouer les coffres de la Ville, il faut s'interroger sur certaines pratiques lors de l'exécution de travaux publics.

Un exemple, parmi tant d'autres, et qui pourrait sembler banal pour bien des gens, concerne le travail d'un col bleu en face du 9198 rue Lajeunesse, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Sans trop savoir pourquoi, il a recouvert complètement ce qu'on appelle le « bonhomme », cette valve de la ville qui permet le contrôle l'entrée d'eau dans les résidences. Conséquence : on ne voit plus la valve. Alors s'il y a une urgence, il faut

dra faire venir une nouvelle équipe de cols bleus pour casser le ciment afin de faire tourner la valve et recommencer l'opération.

Or, il me semble que c'est plus simple de laisser le « bonhomme » visible sur le trottoir.

Pourtant, un appel au service des travaux publics est venu confirmer que la politique de la ville n'avait pas changé. On ne doit pas camoufler la valve, contrairement à ce qu'a fait le col bleu. Alors pourquoi... J'attends une explication.

Ceci est un exemple parmi tant d'autres. Je suis sûr que d'autres citoyens de la ville pourraient dresser une liste d'impairs. Imaginez les gains, en dollars, pour nos gestionnaires.

Domage que l'on doive encore intervenir.

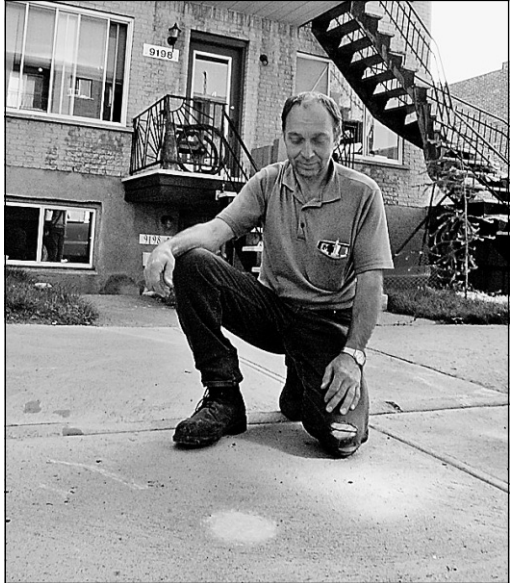


PHOTO RÉMI LEMÉE LA PRESSE

André Chrétien

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931



LA VIE EST UNE GRANDE AVENTURE. ELLE NE PERD JAMAIS LE POUVOIR D'ÉTONNER. PAS QUAND ON S'INTÉRESSE À PLEIN DE CHOSES. PAS QUAND ON EST CURIEUX. PAS QUAND ON EST ENTHOUSIASTE ET PASSIONNÉ. PAS QUAND ON VOYAGE AUX QUATRE COINS DU MONDE. PAS QUAND ON SAISIT CHAQUE OCCASION. PAS QUAND ON APPREND QUELQUE CHOSE DE NOUVEAU CHAQUE JOUR ET QU'ON RIT SI FORT QUE ÇA NOUS FAIT MAL. PAS QUAND ON EST SOLIDEMENT ANCRÉ DANS LE PRÉSENT ET QU'ON N'A QU'UNE OBSESSION : VIVRE. ET PAS QUAND ON DÉBORDE DE VIE. PARTEZ EN QUÊTE DU MOMENT.